



LE DEVOIR

VOL. CVI N° 264

LE DEVOIR, LE VENDREDI 20 NOVEMBRE 2015

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$



ODD ANDERSEN AGENCE FRANCE-PRESSE

La Caisse juge Bombardier bien placé pour profiter du marché du transport en commun, en expansion.

Au tour de la Caisse de faire rouler Bombardier

FRANÇOIS DESJARDINS

Trois semaines après la bouée de sauvetage de 1,3 milliard de Québec pour le projet d'avions CSeries, la Caisse de dépôt sort le chèque pour Bombardier avec sa propre proposition: une injection de 2 milliards dans la division de trains et wagons, celle qui livre des profits de façon régulière, avec la garantie d'un rendement de 9,5% par année.

La Caisse, qui gère 241 milliards pour une trentaine de déposants, dont la Régie des rentes, les travailleurs de la construction et les employés du secteur public, va détenir 30% d'une nouvelle entité regroupant tout le matériel roulant. La société mère, toujours contrôlée par la famille Bombardier, aura l'autre 70%.

Ragaillardie par ces engagements, Bombardier prévoit maintenant de terminer l'année avec 6,5 milliards de dollars américains en argent comptant, ce qui lui donne une marge de manœuvre plus que bienvenue dans un contexte où il lui faudra encore dépenser 2 milliards pour que le projet CSeries dégage un flux de trésorerie positif. En d'autres termes, pour que les ventes de ses nouveaux appareils visant le créneau des 100 à 150 sièges — très compétitif — génèrent autant d'argent que ce que les avions coûtent à fabriquer.

«Cet investissement nous donne accès à un flux de trésorerie très important, à une société résiliente et d'envergure mondiale», a dit le président de la Caisse, Michael Sabia, lors d'une conférence téléphonique. Nous avons structuré un investissement

VOIR PAGE A 10 : BOMBARDIER

Lire aussi Bombardier doit réussir! Un éditorial de Jean-Robert Sansfaçon. Page A 8

Lire aussi Une entrée en scène saluée. L'opposition fait la leçon au gouvernement. Page A 7

Le cas Abaaoud ébranle l'UE

Le djihadiste notoire a pu rentrer de Syrie sans être inquiété par les pays de l'espace Schengen

L'annonce de la mort du cerveau présumé des attentats de Paris, le djihadiste belgomarocain Abdelhamid Abaaoud, a mis en évidence jeudi les failles des services de renseignement sur le continent européen.

Six jours après le carnage qui a fait 129 morts dans les rues parisiennes, le gouvernement français a salué la neutralisation de cette figure du groupe armé État islamique (EI) lors

d'un spectaculaire raid policier à Saint-Denis, en banlieue parisienne. Mais il a aussi plaidé pour une meilleure coopération européenne en matière de lutte contre le terrorisme.

Abdelhamid Abaaoud, dont le corps criblé de balles a été formellement identifié, est parvenu à rentrer en France après avoir séjourné dans les camps du groupe EI en Syrie. «Aucune information émanant de pays européens dans lesquels il

aurait pu transiter [...] ne nous a été communiquée», a regretté le ministre de l'Intérieur français, Bernard Cazeneuve. A la veille d'une réunion d'urgence des ministres de l'Intérieur et de

VOIR PAGE A 10 : ABAAOUD

Lire aussi «On était bien ici avant». Une chronique de Christian Rioux. Page A 3

JUSTIN TRUDEAU ÉTABLIT LE CONTACT AVEC BARACK OBAMA



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Rattrapé aux Philippines par la crise migratoire et les inquiétudes qu'elle soulève, le premier ministre Justin Trudeau a bouclé son premier voyage à l'étranger par une rencontre cordiale avec Barack Obama, au sommet de l'APEC, à Manille. Le président des États-Unis s'est aussi réjoui de la nouvelle attitude du Canada sur le climat, et M. Trudeau a promis que le Canada ferait «plus que sa part» contre le groupe EI. Page A 5

AUJOURD'HUI



Week-end Le Musée McCord est complètement cirque. Les jouets s'exposent au musée, où s'invite l'univers de Monsieur Lapin. Page B 1

Actualités Le procès Duffy reprend. Donohue a touché 20 000\$... tout en esquivant l'impôt. Page A 5



Avis légaux..... B 4
Décès..... B 8
Météo..... B 9
Mots croisés..... B 3
Petites annonces..... B 8
Sudoku..... B 7



JAKE WRIGHT LE DEVOIR

La nouvelle ministre du Patrimoine canadien, Mélanie Joly

Mélanie Joly prend conseil chez les conservateurs

HÉLÈNE BUZZETTI
Correspondante parlementaire à Ottawa

En prenant les rênes de son ministère du Patrimoine il y a deux semaines, Mélanie Joly a fait quelque chose d'inusité: elle a décroché le téléphone et sollicité une rencontre avec sa prédécesseure conservatrice, Shelly Glover. La novice constamment raillée sur la place publique pour son manque d'expérience al-

lait se rendre jusqu'à Winnipeg pour prendre conseil.

«Je voulais pouvoir bénéficier de son expérience en tant qu'ancienne ministre du Patrimoine, mais aussi en tant que femme en politique. D'avoir la perspective humaine derrière la fonction», raconte M^{me} Joly au cours d'une entrevue avec *Le Devoir* tenue au Musée canadien de l'histoire. C'est aussi dans un musée, celui pour les droits de la personne, que la rencontre entre l'ancienne

VOIR PAGE A 10 : JOLY

CRISE EN SANTÉ PUBLIQUE

Des médecins de moins en moins outillés

JESSICA NADEAU

Pour faire les contrepois aux coupes dans les directions de santé publique, les médecins doivent faire davantage de prévention, estime la ministre déléguée à la Santé publique, Lucie Charlebois. Mais la formation des cliniciens est justement l'un des volets affectés par les compressions dans certaines régions.

«La première ligne doit faire son travail aussi, et quand je parle de première ligne, ils sont capables de voir ce qui se passe sur le terrain», a répondu la ministre Charlebois en réponse aux questions sur les impacts des compressions de 30% en santé publique révélés par *Le Devoir* ces derniers jours.

Elle soutient que les coupes avaient pour but d'éviter les dédoublements et que le projet de loi 10, adopté l'hiver dernier, permet désormais de regrouper tous les joueurs au sein d'une seule organisation. «Ce n'est pas seulement l'affaire d'une personne, c'est tout le réseau de santé qui fait de la prévention. Mon docteur fait de la prévention. Tout le monde travaille désormais ensemble.»

Le problème, c'est que plusieurs directions de santé publique ont justement décidé de couper dans l'offre de formation aux cliniciens, a

VOIR PAGE A 10 : MÉDECINS

ÉLÉPHANT CLASSIQ

LES FILMS
QUI ONT
FAIT
LE CINÉMA

19/22 NOV. 2015
MONTRÉAL

#elephantclassiq



PROGRAMMATION:
ELEPHANTCLASSIQ.CA



ATTENTATS DE PARIS

« On était bien ici avant »

CHRISTIAN RIOUX
à Paris



Mohamed Annag a près de 70 ans. Cela fait quatre décennies qu'il habite à l'ombre de la basilique de Saint-Denis, ce joyau de l'art gothique où ont été enterrés presque tous les rois de France. Arrivé de Casablanca en 1973 pour une simple visite touristique, il s'est aussitôt fait proposer du travail et des papiers. La France avait alors besoin de travailleurs. En 1977, il s'est donc installé à Saint-Denis, en banlieue nord de Paris, où il a élevé sa famille et fait sa vie. Une vie heureuse, dit-il.

Réveillé mercredi par les tirs de l'assaut donné par les policiers sur la petite rue du Corbillon, ce grand vieillard efflanqué ne cesse de répéter: « On était bien ici avant! » Mais avant quoi au juste?

Avant l'arrivée de l'islamisme! Car, c'est bien de cela qu'il s'agit et de rien d'autre. Lorsqu'on interroge Mohamed, il explique qu'il a toujours pratiqué sa religion librement, avec la modération dont font généralement preuve les catholiques et les juifs français, sans ostentation et sans prosélytisme excessif. Bref, comme on fait en France depuis la grande réconciliation qu'a représentée l'adoption de la loi de 1905 sur la laïcité.

Lorsque Mohamed est arrivé en France, les femmes de Saint-Denis ne portaient pas le voile. A Casablanca non plus, d'ailleurs. Mais, depuis une dizaine d'années, les choses se sont mises à changer. Ceux qu'on surnomme les « barbus » sont arrivés. « Ce ne sont plus les mêmes musulmans », tranche Mohamed.

On parle beaucoup de « l'islam de France ». En réalité, cet islam existe. Du moins a-t-il existé. Depuis des décennies, la France abritait un islam paisible et respectueux de ses traditions laïques. Ce n'est plus le cas depuis l'arrivée du salafisme. Si les événements des derniers jours ont une cause, elle est dans cet islam radical que les responsables politiques ont laissé se développer impunément.

De même serait-il temps de cesser de peindre les banlieues françaises en ghettos noirs américains. Ceux qui cultivent cette image n'y vont jamais. Ils n'en ont donc que la vision déformée que leur présentent le cinéma et le rap. Certes, il existe des cités délabrées en banlieue où règnent de petits caïds. Mais rien ne peut occulter le fait que l'État a investi depuis vingt ans des milliards dans la rénovation de ces quartiers dits difficiles. La France a plus investi à Clichy-sous-Bois après les émeutes de 2005 que Québec et Ottawa ne le feront jamais à Mégantic malgré le cataclysme que l'on sait. Saint-Denis, une ville en pleine rénovation urbaine, en est d'ailleurs l'exemple. Certes, on y trouve encore des squats comme celui de la rue du Corbillon, mais ils côtoient des HLM de qualité à faire rêver bien des habitants des quartiers pauvres d'Amérique du Nord.

Mais la réalité importe peu au chœur des pleureuses multiculturelles pour qui les islamistes radicaux ne sont que de pauvres hères victimes de la misère sociale la plus abjecte. Le cerveau présumé des attentats de Paris était pourtant issu d'une famille de petits commerçants marocains qui ne vivait pas dans la pauvreté. Abdelhamid Abaaoud avait même fréquenté le collège privé Saint-Pierre à Uccle, une sorte d'Outremont bruxellois. « Notre famille doit tout à ce pays », dit d'ailleurs son père, heureux de vivre en Belgique. Sa cousine Hasna Aït-boulahcen, qui se serait fait exploser mercredi à Saint-Denis, était gérante d'une entreprise de maçonnerie à Epinay-sur-Seine. Parmi les kamikazes de vendredi dernier, on trouve un fonctionnaire chauffeur de bus à la RATP et un tenancier de café. Pas vraiment des miséreux.

Depuis quand d'ailleurs les pauvres seraient-ils moins vertueux que les bourgeois? Il ne faut pas confondre la « misère » avec la crise d'identité qui frappe souvent les enfants d'immigrants. C'est elle qui les pousse à se tourner vers cet islamofascisme que l'on a vu à l'œuvre vendredi dernier. Ce terrorisme n'a rien à voir non plus avec cette islamophobie fantasmée dont on nous rebat les oreilles. En France, depuis une semaine, on a peut-être vu quelques gestes isolés, mais pas l'ombre d'une vague d'islamophobie, autrement appelée « amalgame ». On a plutôt vu un peuple debout capable de faire les nuances nécessaires. Si les Français ne confondent pas les terroristes avec les musulmans, ils ne confondent pas non plus les musulmans qui s'intègrent avec cet islamisme rampant qui sera toujours incompatible avec la France. Un islamisme qui n'a pas sa place dans un pays laïc et démocratique, car, en plaçant l'oumma au-dessus du pays et des lois, il en rejette tous les principes.

Si la France a failli quelque part, ce n'est certainement pas en laissant libre cours à la xénophobie. Celle-ci n'y est pas présente qu'ailleurs, contrairement à ce que laisse entendre le « french bashing » ambiant. Ce n'est pas non plus faute de mesures sociales pour aider les défavorisés. C'est faute d'avoir su faire respecter ses règles d'intégration et mené la lutte idéologique — un mot que François Hollande ne prononce pas — contre un islamisme incompatible avec la République. Après 40 ans d'une vie paisible en France, voilà ce que Mohamed Annag a vu se dérouler sous ses yeux.

crioux@ledevoir.com

PROJET DE LOI 59

Québec s'attaque à la radicalisation

MARCO BÉLAIR-CIRINO
Correspondant parlementaire
à Québec

La ministre de la Justice, Stéphanie Vallée, a dévoilé des dizaines d'amendements — tenant sur plus de 40 pages — à son projet de loi anti-discours de haine afin de l'inscrire formellement dans la « lutte contre la radicalisation ».

« Le discours haineux, c'est un discours qui peut s'inscrire dans un processus de radicalisation, malheureusement », a-t-elle souligné dans un bref entretien avec *Le Devoir* près d'une semaine après les attentats de Paris.

D'ailleurs, le libellé de la version amendée du projet de loi, soumise aux élus de la Commission des institutions jeudi, a été inchangé depuis les attaques dans la Ville Lumière, a-t-on assuré au *Devoir*.

Le projet de loi 59 prohibera les discours haineux et les discours incitant à la violence tenus ou diffusés publiquement, mais également les « enseignements » du même registre, visant un groupe de personnes identifié à l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne* — femmes, homosexuels, minorités visibles, groupes religieux, etc. —, a annoncé M^{me} Vallée jeudi.

Suivant les recommandations des juristes de l'État, l'élue libérale s'était abstenue de définir le concept de « discours haineux » dans la version originale du projet de loi, ce qui lui avait valu de nombreuses critiques. Elle a remédié à cette lacune. « Aux yeux d'une personne raisonnable, [le discours haineux] est d'une virulence ou d'un extrême tel qu'il est susceptible d'exposer ce groupe à la marginalisation ou au rejet, à la détestation, au dénuement ou à l'aversion, notamment pour que ce groupe soit perçu comme

« Le discours haineux, c'est un discours qui peut s'inscrire dans un processus de radicalisation »

Stéphanie Vallée, ministre de la Justice

étant illégitime, dangereux ou ignoble », peut-on lire dans la nouvelle mouture du document.

D'autre part, M^{me} Vallée a ajouté une disposition au projet de loi permettant aux cégeps de résilier un contrat d'utilisation d'un local si le locataire a un « comportement qui peut raisonnablement faire craindre pour la sécurité physique ou psychologique des étudiants ainsi que celle des personnes qui sont présentes dans le collège ». « C'est une mesure [dictée par le] gros bon sens », a-t-elle fait valoir, près d'un an après le départ de jeunes fréquentant les classes du prédicateur Adil Charakaoui au Collège Maisonneuve pour aller grossir les rangs de groupes djihadistes.

Par ailleurs, M^{me} Vallée a retiré l'obligation faite à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) de tenir à jour une « liste noire » ou « liste de la honte » recensant les personnes épinglées pour discours haineux ou incitant à la violence dans le projet de loi.

Elle a également enlevé la peine minimale de 1000 dollars à laquelle celles-ci s'exposaient. La ministre laissera le loisir au Tribunal d'« imposer une ou plusieurs mesures de redressement

comme une « lettre d'excuses ». « Il peut arriver qu'un discours haineux soit tenu par une personne dans une situation de vulnérabilité extrême [ou] un jeune, un mineur », a précisé M^{me} Vallée au *Devoir*.

De surcroît, la CDPDJ pourra mettre fin à une enquête ou renoncer à saisir le Tribunal des droits de la personne lorsque la preuve recueillie sera jugée insuffisante, ou quand « la personne dénoncée [devra] être référée à une ressource plus appropriée à sa situation, notamment au curateur public, au directeur de la protection de la jeunesse ou au directeur de l'établissement d'enseignement qu'elle fréquente », prévoit la nouvelle version du projet de loi.

« La racine du mal »

La députée caquiste Nathalie Roy a pressé jeudi la ministre libérale d'encore mieux « cibler la racine du mal » dans le projet de loi 59 en prohibant sans détour les « discours d'endoctrinement » des « intégristes religieux » menant à la « radicalisation ». « Il n'y a pas que l'intégrisme religieux qui peut causer bien du tort », a répondu M^{me} Vallée, pointant l'« intégrisme idéologique ». « Pour moi, l'utilisation de l'intégrisme religieux, c'est beaucoup trop limitatif. »

En revanche, la députée solidaire Françoise David s'est réjouie de voir le projet de loi 59 avoir une portée « plus large que de s'occuper des jeunes qui ont été happés par le djihadisme ». « Tant mieux », a-t-elle dit.

De son côté, la députée péquiste Agnès Maltais a exprimé sa « déception » de ne pas avoir en main un projet de loi ayant fait l'objet d'une « révision en profondeur ».

Le Devoir



Abdelhamid Abaaoud, décrit comme l'architecte des attentats de Paris, a été tué par la police mercredi.

AGENCE FRANCE-PRESSE/HO/DABIQ

« Le djihad, c'est sexy »

Une équipe de l'UQAM publie un guide de dépistage du radicalisme violent

MARCO FORTIER

Ils rêvent d'aventure, de révolution, de changer le monde. Et ils deviennent terroristes. Pour les djihadistes comme Abdelhamid Abaaoud, décrit comme l'architecte des attentats de Paris, qui a été tué par la police mercredi, mourir en martyr devient l'ultime consécration.

Les jeunes hommes âgés de 15 à 30 ans sont les plus susceptibles de tomber dans le piège des groupes radicaux qui prônent la violence. À part ces deux points en commun — ils sont jeunes et ce sont des gars —, il n'existe aucun profil type du candidat à l'extrémisme violent, souligne Jocelyn Bélanger, professeur au Département de psychologie de l'UQAM.

« Au fil des ans, il est devenu clair que le profilage s'appuyant sur des données démographiques tels le statut socio-économique, l'origine ethnique, l'appartenance religieuse ou la scolarité est scientifiquement insatisfaisant », écrit le chercheur dans un petit guide de dépistage du radicalisme violent publié jeudi. Lui et ses collègues ont produit cette *Trousse de renseignements sur l'extrémisme*

« Les jeunes voient des vidéos de propagande bien produites qui célèbrent la violence, promettent l'accès à des femmes, des armes, des explosifs »

Jocelyn Bélanger, professeur à l'UQAM

violent pour aider les parents ou les professeurs à repérer les jeunes tentés par le terrorisme.

La publication de ce document ne pouvait mieux tomber, moins d'une semaine après la série d'attentats qui a secoué Paris. Des jeunes comme Abdelhamid Abaaoud, 28 ans, il y en a par dizaines au Canada et au Québec. De toutes les origines ethniques. Au moins 130 Canadiens sont allés combattre aux côtés du groupe armé État islamique en Irak et en Syrie, selon les services de renseignement canadiens. Un estimé conservateur, croit Jocelyn Bélanger. Ces jeunes risquent de revenir incognito et de commettre des attentats en sol canadien.

Pour ces djihadistes, la guerre

contre les valeurs occidentales représente un idéal imaginé, une forme de révolution, et ils rêvent de devenir des héros comme Che Guevara en son temps. Ces jeunes cherchent à donner un sens à leur vie. Et les groupes radicaux ou violents leur permettent de faire des gestes concrets pour ce qu'ils considèrent comme une juste cause.

« Les jeunes voient des vidéos de propagande bien produites qui célèbrent la violence, promettent l'accès à des femmes, des armes, des explosifs. Un des plus grands recruteurs en Grande-Bretagne affirme que le djihad, c'est sexy. Que le djihad, c'est une contre-culture. C'est un discours qui a du succès auprès des jeunes », dit Jocelyn Bélanger, qui a

aidé à mettre sur pied le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, à Montréal.

Dans plus des deux tiers des cas, les jeunes se sont joints à un groupe violent par l'intermédiaire d'un ami, d'un membre de la famille élargie ou d'une autre connaissance. Le groupe devient pour eux une nouvelle famille, explique Jocelyn Bélanger. Ils abandonnent leur réseau habituel d'amis. Ils renoncent à leurs activités préférées, comme un sport ou un loisir.

Les parents et les autres proches peuvent aider leurs enfants à rester loin du radicalisme violent en les aidant à comprendre le fonctionnement d'Internet. En leur expliquant comment décoder ce qu'on voit sur le Web. En leur donnant les clés d'un discours critique.

Et il y a toujours de l'espoir pour ceux qui tombent dans le radicalisme violent : moins de 3% des combattants djihadistes de Singapour, des Tigres tamouls du Sri Lanka ou des néonazis allemands ont récidivé après avoir été déradicalisés dans un centre spécialisé, explique le professeur.

Le Devoir

ACTUALITÉS

Le crime organisé montréalais perd ses têtes dirigeantes

MARIE-MICHÈLE SIOUI

Les principales têtes dirigeantes de la mafia italienne, des gangs de rue et des Hells Angels ont été arrêtées jeudi, dans une rafle policière qui a aussi permis de déjouer un complot de meurtre qu'aurait planifié par Maurice « Mom » Boucher derrière les barreaux.

De sa cellule du pénitencier de Sainte-Anne-des-Plaines, l'ex-chef de guerre des Hells Angels aurait élaboré un plan pour tuer le caïd Raynald Desjardins, aussi emprisonné. « Pour planifier ce complot, M. Boucher et sa fille [Alexandra Mongeau] se parlaient en langage codé. Le mobile était lié au contrôle de la vente de stupéfiants », a expliqué Patrick Bélanger, inspecteur-chef à la Sûreté du Québec.

En tout, 48 personnes actives au sein du crime organisé de la grande région de Montréal ont été appréhendées, pour la plupart au petit matin. Elles seraient toutes impliquées, à des niveaux plus ou moins importants, dans ce que les policiers ont appelé « l'alliance », sorte de table de concertation visant à garder le contrôle des territoires, de l'approvisionnement et de la distribution de stupéfiants.

Deux avocats arrêtés

Au sommet des chaînes de commandes se trouvaient Gregory Wooley, représentant des gangs de rue et homme de confiance des Hells Angels, de même que Stefano Sollecito et Leonardo Rizzuto, de la mafia italienne.

L'arrestation de ce dernier, avocat et fils du défunt parrain Vito Rizzuto, constitue une surprise, malgré sa filiation. « On le savait plus low profile. Mais de le voir prendre le plancher avec Cavalière, c'est un peu trouble », a analysé Sylvain Tremblay, spécialiste du crime organisé et officier à la retraite de la Sûreté du Québec. Loris Cavalière, aussi avocat, a été identifié par les autorités comme étant le « facilitateur » des têtes dirigeantes du crime organisé. « De mettre un bureau d'avocats à la disposition des motards, on a vu ça dans

presque toutes nos enquêtes », a réagi M. Tremblay.

Ce type d'endroit est prisé par les membres du crime organisé, parce qu'il est « très, très difficile » pour les policiers d'obtenir l'autorisation d'y installer des micros, en raison du secret professionnel.

La frappe policière, qui a impliqué 200 policiers, a mis fin à une enquête entamée en janvier 2013. Au-delà des modes de contrôle du territoire et des stupéfiants, l'enquête a permis de découvrir que c'est au chef des Hells Angels, Salvatore Cazzetta, que revenait la tâche de gérer l'argent issu du crime organisé, remis sous forme de cotes et de taxes.

Tandis que les membres des Hells Angels s'affichent en public pour réaffirmer leur présence sur le territoire, l'enquête est venue appuyer l'impression que l'organisation criminelle reprend du galon, selon l'ex-analyste de renseignements à la Direction des renseignements criminels de la Gendarmerie royale du

Canada, Pierre De Champlain. « La mafia montréalaise ressort plus affaiblie de cette opération, surtout avec le faible leadership de Sollecito », a-t-il observé. « Il n'y a pas encore un leader solide, qui a un certain charisme, qui a pris les affaires en main. [...] La mafia doit s'associer pour pouvoir poursuivre ses activités. »

Pierre De Champlain n'écarter pas la possibilité d'une résurgence de la violence dirigée contre la table de concertation afin que soit désignée la relève des dirigeants actuels. De son côté, Sylvain Tremblay s'attend à observer une sorte de « roulement » naturel. « Ça prendra deux jours pour les remplacer », a-t-il dit à propos du départ des têtes dirigeantes. Selon lui, environ 1000 personnes sont impliquées dans le trafic de drogue à Montréal. « On leur a fait mal en arrêtant des dirigeants, mais on n'a pas arrêté toute la table », a-t-il souligné. « Plusieurs membres en règle des Hells Angels sont en liberté. Et de toute façon, ils sont capables de contrôler les activités à partir de la prison. » Jeudi, Maurice Boucher l'a encore prouvé.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Parrainage : la grande aventure commence

Jean-Pierre Chamoun (à gauche) fait signer les papiers pour le parrainage de la famille Chabo à Eza Paventi et Marc-André Audet. Le couple montréalais a dû présenter des preuves que leurs revenus seraient suffisants pour subvenir pendant un an aux besoins de ces cinq Syriens réfugiés. À lire sur ledevoir.com : le prélude de cette aventure de parrainage, que *Le Devoir* suivra dans les prochains mois.

Réfugiés : Montréal se prépare

JEANNE CORRIVEAU

Montréal prépare le terrain en attendant l'arrivée de réfugiés syriens et irakiens. Lors d'une rencontre avec des intervenants du milieu institutionnel et communautaire jeudi matin, le maire, Denis Coderre, a mis en place des comités qui devraient faciliter la coordination de l'accueil des réfugiés.

Une cinquantaine de personnes ont participé à la rencontre présidée par M. Coderre. Parmi elles figuraient des représentants des commissions scolaires, des organismes d'aide aux réfugiés, des différents ministères de même que des Forces armées canadiennes.

Quatre comités ont été créés. Le premier, qui sera dirigé par Denis Coderre, se consacrera aux relations gouvernementales. « Pour que les messages puissent passer », a précisé le maire. Le second s'attardera aux questions d'hébergement et d'éducation et sera présidé par le responsable de l'habitation au comité

exécutif, Russell Copeman. Le comité sur l'intégration et le milieu communautaire a été confié aux élus Jim Beis et Monique Vallée alors que celui chargé des questions de sécurité sera coordonné par Anie Samson.

Héberger les réfugiés

« Une des raisons pour lesquelles on a fait cette rencontre et que j'ai mis en place ces cellules d'opération, c'est pour s'as-

Quatre comités ont été créés par la Ville pour organiser l'arrivée des Syriens

surer que ça ne tombe pas dans le slack. On travaille avec des individus. Ce ne sont pas des statistiques », a expliqué le maire Coderre en rappelant que la Ville de Montréal avait embauché l'ancien sous-ministre d'Immigration Canada Michel Dorais pour coordonner l'accueil des réfugiés dans la métropole.

« Le message qu'on envoie, c'est que la Ville de Montréal

et tous les intervenants parlent d'une seule et même voix. On veut accueillir les réfugiés syriens et irakiens », a indiqué M. Coderre.

De son côté, la présidente de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), Catherine Harel-Bourdon, a indiqué à Radio-Canada que les écoles de son réseau pourraient accueillir entre 500 et 900 élèves du préscolaire, primaire et secondaire, en plus des étudiants adultes en francisation. Reste que Montréal ignore combien de réfugiés elle accueillera, tout comme les douze autres villes québécoises qui en recevront. Le plan du ministre fédéral de l'Immigration, John McCallum, est attendu dans les prochains jours.

Surtout à Montréal

Le Québec devrait accueillir 5750 réfugiés. Stephan Reichhold, directeur de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, s'attend

à ce que Montréal accueille la majorité des 3000 réfugiés parrainés par des organismes privés. Quant aux 2700 réfugiés pris en charge par l'État, il faudra attendre le plan du gouvernement fédéral et les intentions de Québec pour savoir vers quelles municipalités ils seront dirigés. « C'est très difficile d'évaluer les besoins exacts. Ce sera un défi pour écoles, car on s'attend à recevoir beaucoup d'enfants », a souligné M. Reichhold.

Le maire Coderre a suggéré que des immeubles vacants, tels que des anciens hôpitaux, puissent être utilisés pour héberger temporairement des réfugiés. Stephan Reichhold croit que l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants se prêterait bien à ce type d'hébergement. « Il est vide, il est chauffé et éclairé. Il y a des chambres. Les locaux sont tout à fait viables et en très bon état », a-t-il indiqué. Le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) n'a pas rappelé *Le Devoir* à ce sujet.

Le Devoir

Entrepreneurs
Pensez ProgrammeUP2.com
(450) 447-0462

- JE N'AI PLUS DE PLAISIR
- ENCORE DES PLAINTES
- JE DIRIGE UNE GARDERIE
- PERSONNE NE FAIT DE SUIVIS...
- IL Y A JUSTE MOI QUI RAME!
- LAISSE FAIRE, JE VAIS LE FAIRE!
- C'EST LA FAUTE DE PERSONNE JE SUPPOSE...
- ON FAIT TOUJOURS LES MÊMES ERREURS
- JE PASSE MON TEMPS À ÉTEINDRE DES FEUX

Les Français veulent s'engager

Le site de recrutement de l'armée a connu une explosion de fréquentation depuis vendredi

Paris — Le site de recrutement de l'armée de terre française connaît un afflux inédit de visiteurs depuis les attentats de vendredi dernier, les plus meurtriers jamais commis sur le territoire français, a-t-on indiqué jeudi de source militaire.

« Cet élan est étonnant. Les gens se demandent "comment être utile". On voit réapparaître des valeurs comme le drapeau, les symboles nationaux, qui étaient un peu oubliées », relève-t-on au Bureau de marketing et communication du recrutement.

La France, qui a eu long-

temps une armée de conscription, est passée à l'armée professionnelle en 1996.

Plus de 1400 internautes se manifestent chaque jour à l'adresse sengager.fr, contre de 200 à 300 en moyenne ces derniers mois, a précisé le Bureau du recrutement. Ils s'inscrivent en ligne en laissant leurs nom, prénom et adresse courriel, une première prise de contact qui ne débouchera pas forcément sur un recrutement, mais qui signale un intérêt.

L'intérêt pour l'armée avait déjà augmenté après les attentats de janvier contre *Charlie Hebdo* et le magasin Hyperca-

cher mais l'élan avait été moins consensuel et les commentaires parfois « très agressifs » en raison des caricatures controversées du journal. « Sur les réseaux sociaux, c'était très partagé. Charlie ne faisait pas l'unanimité. Cette fois, on n'a rien sur nos sites et pages Facebook remettant en question cette unité nationale », note-t-on au Bureau.

L'armée de terre, qui a prévu de recruter 15 000 jeunes cette année, notamment pour sa nouvelle mission de défense du territoire national (opération Sentinelle), a bon espoir d'atteindre son objectif. Sur l'ensemble de l'année, le nombre de

contacts enregistrés sur le site sengager.fr devrait atteindre 160 000 personnes, contre 120 000 en 2014.

En moyenne, une personne sur dix ayant manifesté au départ un intérêt est recrutée. À l'issue du premier contact, les candidats passent une série de tests physiques, psychologiques et d'entretiens, soit un parcours de trois à quatre mois jusqu'au recrutement final.

Les jeunes recrutés sont formés au métier des armes aussi bien pour les opérations extérieures que pour Sentinelle.

Agence France-Presse

DOSSIER

QUE FAISONS-NOUS DE NOS RÉFUGIÉS?

Combien seront-ils? Quand arriveront-ils? Où iront-ils? Les 25 000 réfugiés syriens attendus au Canada dans les prochains mois occupent une grande part de l'attention médiatique, mais nous savons peu de choses sur nos manières, parfois fragiles, de tout mettre en œuvre afin de faciliter leur intégration au Québec. Tour d'horizon.

À LIRE DEMAIN

UN DOSSIER DE SARAH R. CHAMPAGNE, ISABELLE PORTER ET JACQUES NADEAU.

POUR LE TEXTE ET LE CONTEXTE

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

SOMMET ASIE-PACIFIQUE

Trudeau et Obama nouent le contact

Justin Trudeau a quitté jeudi le sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique à Manille, aux Philippines, où il a été accueilli comme une vedette par les journalistes et les bénévoles philippins. Il a aussi profité de son séjour pour établir un premier contact avec Barack Obama.

Des dizaines de personnes ont acclamé le politicien canadien alors qu'il tentait de se faufiler vers la sortie. Des caméras de télévision, des micros et des téléphones cellulaires envahissaient M. Trudeau, entouré de ses gardes de sécurité, qui assistaient à la scène, impassibles.

L'homme qui était sous les projecteurs espérait que son passage à l'étranger puisse souligner la contribution que souhaite apporter le Canada sur le plan international.

«Je suis ravi que le Canada ait un peu plus d'attention maintenant, parce que ça nous donne l'occasion de souligner les enjeux importants pour nous», a-t-il affirmé lorsque les journalistes l'ont questionné sur son statut de célébrité. «Nous prenons acte de cet intérêt et nous allons convertir cela en substance», a-t-il ajouté.

M. Trudeau a beaucoup discuté pendant ce sommet de l'importance, pour le Canada, de redevenir un acteur de premier plan de la lutte contre les changements climatiques.

Obama satisfait

Plus tôt, jeudi, cette position lui a valu de bons mots de la part du président américain, Barack Obama, avec qui M. Trudeau a eu sa première rencontre officielle.

Mais le président américain a mis de la pression sur M. Trudeau sur un enjeu — l'accord de Partenariat transpacifique (PTP). M. Obama a soutenu que les États-Unis et le Canada «seraient bientôt signataires» de l'entente commerciale. Justin Trudeau a répété qu'il voulait consulter les Canadiens et le Parlement avant de ratifier le PTP.

L'entretien entre M. Trudeau et M. Obama a duré 23 minutes et a permis aux deux dirigeants d'aborder un éventail de sujets, dont la lutte contre l'extrémisme, la crise des réfugiés et l'économie.

M. Trudeau a réitéré son intention de retirer les avions chasseurs canadiens de la coalition internationale contre le groupe armé État islamique en Syrie et en Irak. Le premier ministre a toutefois souligné que le Canada «ferait plus que sa part» en augmentant son contingent de soldats qui entraînent les troupes locales.

Les deux politiciens semblaient bien s'entendre et le président Obama a invité M. Trudeau à le visiter à Washington au début de l'année prochaine. M. Obama a ajouté que le jeune politicien de 43 ans insufflerait un vent d'énergie et de réformes dans le paysage politique canadien.

La Presse canadienne



Le maire Denis Coderre et le président du conseil d'administration de la STM, Philippe Schnobb

Gel des tarifs à la STM... pour les six premiers mois de 2016

JEANNE CORRIVEAU

Pour la première fois depuis plus d'une décennie, les tarifs de la Société de transport de Montréal (STM) demeureront les mêmes au 1^{er} janvier prochain, mais ce gel n'est prévu que pour les six premiers mois de 2016.

La STM a fait cette annonce lors de la présentation de son budget pour l'année 2016 jeudi. La société de transport n'écarte pas la possibilité de hausser ses tarifs pour le 1^{er} juillet. L'adoption éventuelle de la loi sur la gouvernance des transports à Montréal pourrait changer le paysage financier de la société de transport et une décision sera prise en mai ou en juin, a indiqué le directeur général de la STM, Luc Tremblay.

Ainsi, le coût de la carte mensuelle à tarif ordinaire demeurera à 82\$, et celui de la carte à tarif réduit à 49,25\$.

Hausse de service

La STM a présenté un budget de 1,532 milliard de dollars, en hausse de 1% par rapport à l'année précédente. De son côté, la Ville de Montréal fera passer sa contribution financière à la STM de 409,1 millions à 429,8 millions, soit une hausse de 5,1%.

La société de transport dit vouloir entreprendre un «vi-

82 \$

Coût de la carte mensuelle ordinaire. Celle à tarif réduit coûte 49,25\$.

rage stratégique» en 2016 et promet une amélioration du service de métro et d'autobus après deux années difficiles en raison des nombreux autobus en réparation et d'une hausse importante du taux d'absentéisme chez ses employés.

La STM ajoutera quelque 45 000 heures de service sur son réseau d'autobus avec, notamment, l'embauche de 425 chauffeurs et l'ajout de 27 autobus hybrides dont 20 seront climatisés. «On va ajouter entre 150 et 200 voyages par jour là où c'est vraiment nécessaire», a précisé le président du conseil d'administration de la STM, Philippe Schnobb.

Côté métro, la STM entend augmenter le service l'an prochain, et l'entrée en service progressive des nouvelles voitures Azur, qui accueilleront 8% de passagers de plus, devrait rendre plus agréable l'«expérience client», comme l'ont souligné les dirigeants de la STM.

Au cours de la prochaine année, la STM compte également aménager 50 kilomètres supplémentaires de voies réservées pour autobus. Elle mettra aussi en place un projet-pilote qui permettra aux passagers de grimper dans les autobus par les portes arrière.

Rattrapage

L'opposition à l'Hôtel de Ville n'a vu dans ce budget qu'une mince consolation. «Depuis que M. Coderre est au pouvoir, on a vu un désinvestissement majeur à la STM et dans le transport collectif. Là, au mieux, on est en rattrapage», a résumé le conseiller de Projet Montréal Guillaume Lavoie.

Selon lui, le gel des tarifs est un geste politique visant à sauver le «bilan désastreux» en matière de transports en commun de l'administration.

Le président de Transport 2000, François Pepin, accueille plus positivement ce budget. Selon lui, la STM est «sur la bonne voie». «Le répit en matière de tarification pour les six premiers mois, c'est apprécié, a-t-il commenté. Ça permet aux utilisateurs de souffler un peu, surtout qu'on a eu plusieurs augmentations supérieures à l'inflation au cours des dernières années.»

Le Devoir

PROCÈS DUFFY

Donohue a touché 20 000 \$ tout en esquivant l'impôt

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

On l'attendait depuis le début du procès de Mike Duffy. L'homme qui a permis au sénateur déchu de se faire rembourser une panoplie de dépenses par le Sénat en lui servant de caisse occulte a enfin parlé. Gerald Donohue a confirmé, à la reprise des audiences jeudi, qu'il n'a pas fait grand travail pour Mike Duffy mais qu'il a néanmoins touché des dizaines de milliers de dollars. Le tout, en faisant transiter l'argent par ses compagnies familiales afin d'esquiver l'Agence du revenu.

Gerald Donohue et Mike Duffy se sont connus en 1989, à la chaîne télévisée CJOH où ils ont travaillé ensemble près de dix ans. Les deux hommes sont restés amis, se parlant fréquemment au fil de la décennie qui a suivi. Mike Duffy appelait M. Donohue pour lui parler de sa voiture ou du régime de retraite de sa femme. Chaque fois, le second prêtait conseil au premier.

Puis, en 2008, Mike Duffy est nommé au Sénat par Stephen Harper. «Mike m'a demandé si je pouvais continuer à l'aider avec certains projets qu'il voulait entreprendre. Et il a dit qu'il pourrait peut-être me verser de l'argent», a relaté M. Donohue, que le tribunal attendait depuis le début du procès puisque c'est lui qui est au cœur de tout ce stratagème ayant permis à Mike Duffy de se payer un entraîneur, une maquilleuse ou des impressions de photographies. Des dépenses que n'aurait pas remboursées le Sénat, mais que le sénateur a demandé à M. Donohue de payer grâce à ses contrats.

En trois ans, Gerald Donohue a reçu 65 000\$. Mais il n'a pas tout redistribué. L'ami de Mike Duffy, qui affirme qu'il n'a pas demandé à être payé, a conservé «19 000\$ ou 20 000\$» avant taxe, a-t-il indiqué lors de son témoignage par vidéoconférence.

L'argent a en fait été versé à deux compagnies familiales des Donohue — Maple Ridge

Media, devenue plus tard Ottawa ICF. Pourquoi ne pas payer directement M. Donohue? «Je ne recevais pas de salaire de ces compagnies. Des revenus supplémentaires en mon nom m'auraient causé un désavantage auprès de Revenu Canada», a candidement expliqué le témoin. M. Donohue est âgé, cardiaque, et il touchait une indemnité d'invalidité jusqu'en 2007 — deux ans avant que son ami sénateur le recrute à forfait.

Ces ententes stipulent que M. Donohue offrira des «services éditoriaux, services de rédaction» à Mike Duffy. «Avez-vous déjà écrit des discours pour M. Duffy?» a demandé le procureur Mark Holmes au témoin. «Non», a avoué celui-ci. Il ne corrigeait pas non plus les discours rédigés pour le sénateur.

Il les commentait, cependant, en prévenant son ami par exemple qu'un d'eux était trop long, s'est-il rappelé. M. Donohue a en outre fait des recherches sur le vieillissement de la population en «consultant Internet» mais n'a pas rédigé de rapport sur le sujet pour M. Duffy. Ils ont discuté de la chose lors de l'une de leurs conversations téléphoniques.

Reprise lundi

La Couronne accuse Mike Duffy d'avoir pigé dans son budget discrétionnaire pour rémunérer M. Donohue et d'autres individus pour «peu ou pas» de résultats tangibles.

Le fils de Gerald Donohue a lui-même été appelé à la barre en avril et il a affirmé qu'il ne savait rien de l'entente ou des transactions entre son père et Mike Duffy, pas plus qu'il n'a su expliquer que son père ait signé toutes sortes de chèques alors qu'il n'avait aucun rôle formel au sein des entreprises familiales.

Comment Gerald Donohue savait-il à quels montants rédiger les chèques à cette quinzaine d'individus? «Le sénateur Duffy me l'a dit», a-t-il répliqué jeudi. M. Donohue reprendra son témoignage lundi après-midi.

Le Devoir

Un saumon transgénique bientôt dans les assiettes des Américains

Les autorités sanitaires américaines ont autorisé jeudi un saumon génétiquement modifié à la consommation, premier animal transgénique à arriver dans les assiettes des Américains, faisant fi des critiques d'associations de consommateurs inquiètes de sa dangerosité pour la santé et l'environnement.

Cette décision de l'Agence fédérale des médicaments et de l'alimentation (FDA) est annoncée après des années de controverse sur ce poisson, qui est une sorte de nouveau saumon de l'Atlantique auquel on a injecté un gène du saumon chinook du Pacifique afin qu'il grossisse deux fois plus vite.

Il peut ainsi atteindre sa taille adulte au bout

de 16 à 18 mois, au lieu de 30 mois pour un saumon de l'Atlantique. «Sur la base d'une analyse complète des éléments scientifiques» fournis par la société qui l'a conçu, le saumon AquAdvantage «remplit les conditions réglementaires» et est «propre à la consommation», a estimé FDA.

Les autorités sanitaires ont jugé qu'il était «aussi nourrissant que les autres saumons de l'Atlantique non transgéniques». Le saumon AquAdvantage ne peut être élevé qu'à terre, dans des bassins d'écllosion fermés, dans deux installations spécifiques au Canada et au Panama, précise la FDA, excluant un élevage aux États-Unis.

Agence France-Presse

Arthur Quentin

Nathalie... et son kit orange

www.arthurquentin.com

ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

OBTENEZ **20%** de rabais sur TOUS nos abat-jour et **40%** de rabais sur TOUS nos pieds de lampes

Présentez ce coupon au moment de l'achat. Excluant les commandes. Aucun ajustement de prix sur les commandes ou achats antérieurs. Valable du 20 novembre au 29 février 2016.

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest • (514) 344-8555 • 1 (866) 747-8555
Laval : 2267, boul. Le Corbusier • (450) 682-8280
www.abatjourillimites.ca

ÉCONOMIE

PROJET CONTROVERSÉ

Pétrolia relance les travaux sur le site de Gaspé

Après le nettoyage du puits Haldimand 4, la pétrolière pourrait faire un « essai de production longue durée »

ALEXANDRE SHIELDS

Au lendemain de consultations publiques qui ont été l'occasion de réclamer encore une fois une évaluation indépendante du projet Haldimand, de Pétrolia, l'entreprise a annoncé jeudi qu'elle reprendrait les travaux sur son site de forage situé à Gaspé.

Par voie de communautar, la pétrolière s'est dite « heureuse » d'annoncer le début des travaux de complétion ayant pour but de « terminer le nettoyage » du puits Pétrolia Haldimand No 4.

« Ce programme de complétion a été rendu nécessaire [à la suite des] analyses des premières données de production, qui révèlent

qu'une partie du fluide de forage, dont la densité est élevée, est demeurée dans le puits. Avant d'entreprendre un essai de production de longue durée, la société doit s'assurer que le puits a été bien nettoyé au préalable », a précisé l'entreprise.

L'opération devrait se terminer « d'ici quelques jours ». Si tout se déroule comme le souhaite Pétrolia, l'entreprise pourrait lancer sous peu un « essai de production longue durée ».

Pétrolia avait annoncé en février dernier que des tests sur son puits situé à Gaspé ont débouché sur une « découverte significative » de pétrole. Selon ce qu'avait fait valoir la pétrolière par voie de communiqué,

le « test d'évaluation » mené sur le puits Haldimand 4 aurait permis d'extraire « environ » 340 barils de pétrole brut léger, soit le même type de pétrole déjà pompé par l'entreprise dans le secteur.

Haldimand 4, situé à environ 350 mètres d'un secteur résidentiel, est un forage horizontal qui a atteint plus de 600 mètres de profondeur et parcouru une distance de plus de deux kilomètres. Cette trajectoire a ainsi permis de croiser des zones forées au cours des dernières années. L'un de ces puits, Haldimand 1, a déjà produit plus de 5000 barils de pétrole brut.

Dans le cas du projet Haldi-

mand, de Pétrolia, le potentiel s'élèverait à 7,7 millions de barils de pétrole. Cela équivaut à 23 jours de consommation pour tout le Québec.

Controverse

Le projet soulève toutefois la controverse à Gaspé, entre partisans et opposants aux projets pétroliers sur le territoire de la municipalité.

Dans le cadre de la soirée de consultations publiques sur les évaluations environnementales stratégiques des hydrocarbures tenue cette semaine, la Ville a d'ailleurs réitéré sa demande d'une étude indépendante pour le projet Haldimand. Elle souhaite que le

gouvernement mandate le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour qu'il étudie le dossier.

Le gouvernement Couillard a toujours refusé une telle option. A travers la filiale Ressources Québec, d'Investissement Québec, le gouvernement ne prévoit aucune étude du BAPE pour les projets d'exploitation pétrolière en développement au Québec.

Pour le moment, tout le dossier des hydrocarbures est étudié dans le cadre d'une évaluation environnementale stratégique. Le comité qui la dirige est présidé par deux sous-

ministres du gouvernement. Et les études environnementales lancées par les libéraux indiquent clairement que Québec a l'intention d'ouvrir la porte à l'exploitation pétrolière et gazière.

Par ailleurs, Pétrolia a annoncé jeudi qu'Isabelle Proulx, qui était vice-présidente au développement des affaires pour l'entreprise, ne travaille plus pour la société.

Jeudi, Pétrolia avait 11 lobbyistes inscrits au registre québécois pour faire notamment la promotion des projets pétroliers en Gaspésie et sur l'île d'Anticosti.

Le Devoir

MARCHÉS BOURSIERS

TORONTO				New York				PÉTROLE			
S&P TSX				S&P 500				40,54			
13 473,83 ▲ +73,86				2081,24 ▼ -2,34				-0,21 \$US			
								-0,5%			
								OR			
								1077,90			
								+9,20 \$US			
								+0,9%			
								DOLLAR CANADIEN			
								75,20			
								+0,11 \$US			
								+0,1%			
								1\$US = 1,3297			
								70,07			
								-0,42 EURO			
								1 EURO = 1,4272			

Titre	Symbole	Fermature	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	Titre	Symbole	Fermature	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)
-------	---------	-----------	----------------	---------------	--------------	-------	---------	-----------	----------------	---------------	--------------

LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO					
S&P TSX	SPTT13473.83	73.86	0.55	189697	
S&P TX20	TX20 496.27	1.15	0.23	74524	
S&P TX60	TX60 792.68	5.68	0.72	103258	
S&P TX60 Cap.	TX6C 876.55	6.28	0.72	103258	
Cons. de base	TTCS 485.58	-0.15	-0.03	4125	
Cons. discrét./v.	TTCD 173.16	0.22	0.13	10442	
Énergie	TTEN 178.19	-2.78	-1.54	47492	
Finance	TTFS 245.35	1.62	0.66	17876	
Aurif./@re	TTGD 126.43	2.95	2.39	45329	
Santé/©	TTHC 118.66	3.08	2.66	5342	
Tech. de l'info	TTTK 52.53	0.48	0.92	5577	
Industrie	TTIN 174.57	1.13	0.65	33757	
Mat/v@riaux	TTMT 169.77	2.06	1.23	48542	
Immobilier	TTRE 277.20	0.76	0.27	5137	
TV/©/©coms	TTTS 138.55	0.68	0.49	2746	
Sev. collect.	TTUT 210.59	-0.07	-0.03	4508	
Mv/©taux/minerals	TTMN 362.73	-5.68	-1.54	7660	

TSX CROISSANCE					
TSX Venture	JX	518.35	-2.43	-0.47	54427

ENTREPRISES DE CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE					
Alim. Couche-Tard	ATD.B	60.50	0.67	1.12	635
Canadien-Tire	CTC.A	124.20	-0.41	-0.33	200
Cogeco	CCA	66.92	-0.04	-0.06	60
Corus	CJR.B	11.11	-0.29	-2.54	221
Groupe TVA	TVA.B	4.16	0.07	1.71	2
Jean Coutu	PJCA	20.82	-0.12	-0.57	148
Loblav	L	68.49	-1.84	-2.62	1346
Magna	MG	59.90	0.07	0.12	1663
Metro	MRU	38.62	0.67	1.77	760
Quebecor	QBR.B	32.82	-0.12	-0.36	184
Rona	RON	12.70	-0.10	-0.78	137
Saputo	SAP	32.34	0.09	0.28	344
Shaw	SJR.B	27.27	0.00	0.00	526
Shoppers Drug Mart	SC	60.83	0.00	0.00	0
Tim Hortons	THI	99.00	0.00	0.00	0
Transat A.T.	TRZ	7.56	0.00	0.00	0
Yellow Media	Y	16.40	-0.08	-0.49	21

ÉNERGIE					
Cameco	CCO	16.48	0.01	0.06	523
Canadian Natural	CNQ	33.06	-0.09	-0.27	2442
Canadian Oil Sands	COS	8.79	-0.19	-2.12	4230
Enbridge	ENB	49.61	-0.67	-1.33	1955
EnCana	ECA	10.73	-0.47	-4.20	3166
Enerplus	ERF	6.81	-0.32	-4.49	1759
Pengrowth Energy	PGF	1.16	0.00	0.00	821
P/©trot/vi/©re Imp/v/©riale	IMO	42.35	-0.33	-0.77	319
Suncor Energy	SU	37.11	-0.37	-0.99	2984
Talisman Energy	TLM	9.67	0.00	0.00	0
TransCanada	TRP	43.54	0.40	0.93	1108
Valence	VNR	16.95	-0.03	-0.18	8

FINANCIÈRES					
B. CIBC	CM	100.46	0.56	0.56	907
B. de Montrv/©al	BMO	76.55	0.55	0.72	1161
B. Laurentienne	LB	53.20	-0.30	-0.56	64
B. Nationale	NA	43.35	-0.04	-0.09	785
B. Royale	RY	76.16	0.66	0.87	2634
B. Scotia	BNS	60.78	0.11	0.18	1596
B. TD	TD	54.62	0.13	0.24	2089
Brookfield Asset	BAM.A	45.56	0.28	0.62	676
Cominar Real	CUF.UN	14.97	-0.03	-0.20	317
Corp. Fin. Power	PWF	34.06	0.44	1.31	410
Fin. Manuvie	MFC	22.17	0.23	1.05	2621
Fin. Sun Life	SLF	44.71	0.71	1.61	1126
Great-West Lifeco	GWG	35.72	0.14	0.39	496
Industrielle All.	IAG	43.43	0.81	1.90	389
Power Corporation	POW	31.65	0.68	2.20	553
TransForce	TFI	25.23	-0.01	-0.04	178

INDUSTRIELLES					
Air Canada	AC	11.17	0.09	0.81	907
Bombardier	BBD.B	1.28	0.00	0.00	27718
CAE	CAE	15.04	0.04	0.27	234
Canadien Pacifique	CP	197.19	2.25	1.15	383
Chemin de fer CN	CNR	79.85	1.13	1.44	1266
SNC-Lavalin	SNC	42.36	0.01	0.02	308
Transcontinental	TCLA	20.86	0.03	0.14	113
TransForce	TFI	25.23	-0.01	-0.04	178

ENTREPRISES DE MATÉRIAUX					
Agrim	AGU	126.14	0.14	0.11	205
Barrick Gold	ABX	10.04	0.41	4.26	3251
Goldcorp	G	16.18	0.35	2.21	2580
Kinross Gold	K	2.49	0.08	3.32	1758
Mines Agnico-Eagle	AEM	35.96	0.86	2.45	827
Potash	POT	27.43	0.10	0.37	1527
Teck Resources	TCK.B	6.06	-0.23	-3.66	2879

SERVICES PUBLICS					
Fortis	FTS	38.10	0.35	0.93	516
TransAlta	TA	5.34	-0.38	-6.64	1852

TECHNOLOGIE					
BlackBerry	BB	10.26	0.11	1.08	858
CGI	GIB.A	56.37	0.59	1.06	706

TÉLÉCOMMUNICATIONS					
BCE	BCE	58.40	0.56	0.97	1295
Bell Aliant	BA	31.66	0.00	0.00	0
Rogers	RCL.B	52.08	0.10	0.19	588
Telus	T	41.85	0.31	0.75	761

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE					
iShares DEX	XBB	31.27	0.04	1.13	55
iShares MSCI	XEM	26.12	0.35	1.36	4
iShares MSCI EMU	EZU	36.52	0.18	0.50	4996
iShares S&P 500	XSP	24.12	-0.01	-0.04	291
iShares S&P/TSX	XIC	21.39	0.11	0.52	122

LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO					
CANADIAN OIL SANDS	COS	8.79	-0.19	-2.12	4230
WHITECAP RESOURCES	WCP	11.68	-0.19	-1.60	3530
BAYTEX ENERGY CORP	BTE	5.51	-0.39	-6.61	3333
BARRICK GOLD CORP	ABX	10.04	0.41	4.26	3251
ENCANNA CORP	ECA	10.73	-0.47	-4.20	3166
SUNCOR ENERGY INC	SU	37.11	-0.37	-0.99	2984
TECK COMINCO CL B	TCK.B	6.06	-0.23	-3.66	2879
ROYAL BANK OF	RY	76.16	0.66	0.87	2634
MANULIFE FINANCIAL	MFC	22.17	0.23	1.05	2621
GOLDCORP INC	G	16.18	0.35	2.21	2580

LES GAGNANTS EN %					
VALEANT	VRX	111.79	14.87	15.34	916
HB NYMEX NG BEAR	HND	17.86	1.22	7.33	956
SEABRIDGE	SEA	10.92	0.74	7.27	118
CONCORDIA HEALTH	CXR	50.66	3.38	7.15	872
HORIZONS BETAPRO	HVU	35.27	2.35	7.14	304
COTT CORP	BCB	13.38	0.86	6.87	342
AVIGILON CORP	AVO	13.59	0.84	6.59	423
HIGH LINER FOODS	HLF	15.74	0.86	5.78	100
PERFORMANCE SPORTS	PSG	15.57	0.77	5.20	502
BIRD CONSTRUCTION	BDT	14.00	0.68	5.11	192

LES PERDANTS EN %					
ENSIGN ENERGY	ESI	6.55	-0.58	-8.13	334
PARAMOUNT RES LTD	POU	9.26	-0.81	-8.04	777
TRANSALTA CORP	TA	5.34	-0.38	-6.64	1852
BAYTEX ENERGY CORP	BTE	5.51	-0.39	-6.61	3333
BLACK DIAMOND	BDI	6.79	-0.47	-6.47	220
SECURE ENERGY	SES	7.47	-0.51	-6.39	392
HORIZONS BETA	HGD	13.30	-0.73	-5.20	1351
PRECISION DRILLING	PD	5.13	-0.26	-4.82	1309
ENERPLUS CORP	ERF	6.81	-0.32	-4.49	1759
WAJAX CORP	WJX	16.21	-0.75	-4.42	120

LES GAGNANTS EN \$					
VALEANT	VRX	111.79	14.87	15.34	916
CONCORDIA HEALTH	CXR	50.66	3.38	7.15	872
HORIZONS BETAPRO	HVU	35.27	2.35	7.14	304
CCL INDUSTRIES INC	CCL.B	208.75	2.26	1.09	125
CANADIAN PACIFIC	CP	197.19	2.25	1.15	383
WEST FRASER TIMBER	WFT	50.75	2.15	4.42	312
HB NYMEX NG BEAR	HND	17.86	1.22	7.33	956
CANADIAN NATIONAL	CNR	79.85	1.13	1.44	1266
ONEX CORP	OCX	82.59	0.96	1.18	160
GOEASY LTD	GSY	22.25			

ÉCONOMIE

La génération Y dans la mire du tourisme montréalais

Campagne de réseaux sociaux et vidéo promotionnelle à l'appui, VisitMTL vise les jeunes Américains de 18 à 34 ans

FRANÇOIS DESJARDINS

Montréal ne fait pas le plein des touristes américains de 18 à 34 ans, croit un groupe de jeunes entrepreneurs qui veulent séduire cette tranche d'âge avec une vidéo provocatrice tournée cet été dans plusieurs espaces connus de la ville.

La campagne, intitulée VisitMTL, affirme que la génération Y ne représente au total que 1,25 million de touristes annuels à Montréal. «*En gros, 78 millions d'Américains sont âgés de 18 à 35 ans*», dit le président du groupe, Jack A. Fattal, avocat de formation et âgé de 30 ans. «*Mais ils ne sont que 200 000 à venir ici.*»

Depuis plusieurs mois, M. Fattal s'est affairé à trouver des partenaires commerciaux qui œuvrent dans le secteur touristique ou bien profitent, directement ou indirectement, de l'afflux annuel de touristes en sol montréalais. Outre la mise sur pied d'un site Internet et d'une présence numérique sur les réseaux sociaux, son équipe a tourné une vidéo promotionnelle de langue anglaise mettant en vedette un personnage nommé «*M. Montreal*». Les jeunes Américains n'ont pas nécessairement l'argent pour se rendre en Europe ou en Amérique du Sud, dit-il. Montréal est une destination exotique à leurs yeux.

Selon les données de Tourisme Montréal, les jeunes Américains âgés de 15 à 19 ans représentaient en 2012 moins de 3 % du total des touristes américains venus à Montréal. Les 20-24 ans comptaient pour 5 %, tandis que les 25-34 ans représentaient 12,6 %.

Une autre façon d'analyser l'afflux consiste à isoler chaque tranche d'âge et à ventiler les groupes par provenance. Les données suggèrent que dans les 20-24 ans, par exemple, les Ontariens représentent 20,1 % des touristes, alors que les Américains ne représentent que 8,3 %. Chez les 15-24 ans, les Ontariens comptent pour 23,9 %, comparativement à seulement 5,6 % pour les jeunes Américains.

«*On s'adresse aux entreprises*

d'ici, de Montréal, qui bénéficie le plus du tourisme», a dit M. Fattal, qui a lancé la campagne jeudi soir, lors d'un récent entretien au *Devoir*. «*Le groupe des 18 à 35 ans du Canada anglais et des États-Unis, c'est un groupe essentiel pour elles. C'est une importante source de revenus.*»

Marché inexploité

La génération Y des États-Unis — que les anglophones appellent les *Millennials* — représente pour l'industrie canadienne du tourisme «*l'occasion la plus significative*» des prochaines années, selon une analyse publiée au début 2015 par la firme-conseil Resonance, de Vancouver.

Resonance a effectué un sondage auprès de 1200 touristes américains voyageant à l'étranger. Résultat: 54 % des répondants de la génération Y entendent visiter une grande région métropolitaine, «*ce qui augure bien pour des centres urbains comme Toronto, Montréal et Vancouver, qui sont bien liés aux grandes villes américaines*».

De tous les groupes d'âge, c'est celui des 18-34 ans qui démontre le plus d'engagement à l'idée de visiter le Canada dans les 12 à 24 prochains mois, selon Resonance.

De manière plus générale, dans l'industrie du tourisme et du voyage, pas seulement au Canada, cette génération est vue comme un bassin de futurs habitués qu'il faut courtoiser dès maintenant. «*Bien que les gens de la génération Y ne soient pas présentement les clients réguliers de transporteurs aériens, d'hôtels et d'agences de voyages, ils le seront dans cinq à dix ans*», a écrit le Boston Consulting Group en 2013. «*Ils sont déjà en train d'interagir avec des marques, développent leurs perceptions et forment des habitudes et des préférences de voyage.*»

Jack Fattal veut que les jeunes Américains parlent de Montréal «*de la même façon qu'on parle de New York et de NYC*». En les sensibilisant, dit-il, «*on va peut-être ouvrir d'autres portes, comme de l'emploi et des investissements*».

Le Devoir



BOMBARDIER

La Caisse de dépôt et de placement investit 1,5 milliard \$US dans Bombardier.

BOMBARDIER TRANSPORT

L'entrée en scène de la Caisse de dépôt est saluée

À Québec, l'opposition en profite pour faire la leçon au gouvernement

GÉRARD BÉRUBÉ

L'entrée en scène de la Caisse de dépôt dans Bombardier Transport est applaudie. À Québec, l'opposition a pris soin de récupérer cette transaction de 1,5 milliard \$US pour réitérer que, dans le cadre du programme CSeries, le gouvernement mettait 1 milliard à risque, sans aucune garantie.

Trois semaines après la transaction milliardaire avec Québec portant sur le programme CSeries, Bombardier a annoncé la conclusion d'une entente avec la Caisse de dépôt et placement du Québec visant un investissement de 1,5 milliard \$US dans le holding nouvellement créé de Bombardier Transport. La Caisse acquerra ainsi des titres de BT Holdco, convertibles en 30 % des actions ordinaires, attribuant à Bombardier Transport une valeur de 5 milliards et s'assurant d'un rendement annuel d'au moins 9,5 %. BT Holdco détient tous les actifs du secteur d'activités Transport actuel de Bombardier, dont le siège social opérationnel demeurera en Allemagne.

À Québec, l'opposition a immédiatement donné dans la comparaison. Pour le chef péquiste Pierre Karl Peladeau, «*en matière de négociation, [Jacques Daoust] ne connaît rien. C'est très problématique lorsque vous êtes ministre de l'Économie et que vous n'êtes pas en mesure de structurer une transaction qui a de l'allure. Le premier ministre doit commencer à s'interroger sérieusement sur la compétence de son ministre.*» M. Peladeau a réitéré que Québec prenait tous les risques sans autre garantie de rendement.

Le chef de la CAQ, François Legault, a été dans le même sens. «*C'est difficile de critiquer la transaction de la Caisse. Là où il y a un problème qui demeure, c'est la transaction qui a été faite par Jacques Daoust et le gouverneur Philippe Couillard. Avoir mis 1 milliard \$US dans une division qui est risquée, qui n'a pas vraiment de valeur, c'est là qu'il y a eu une erreur, sans obtenir de garantie, ni d'actif, ni d'emplois sur l'ensemble de l'entreprise.*»

En Chambre, le premier mi-

nistre, Philippe Couillard, a fait fi des critiques, rappelant que le gouvernement avait structuré son intervention avec pour intention première la préservation des emplois au Québec. «*Je comprends que c'est une bonne nouvelle pour la division transport de s'occuper des emplois en Allemagne, il faut continuer de le faire, mais nous, on va s'occuper des emplois au Québec puis à Montréal.*»

Pas de comparaison

Pour sa part, Jacques Daoust a écarté toute comparaison possible entre les deux transactions. «*L'opposition peut déclarer ce qu'elle veut, ce sont deux gestes qui sont complètement séparés et ne sont pas liés en aucune façon. Mon geste, c'est de protéger notre premier produit d'exportation, qui est dans le domaine de l'aéronautique. La Caisse a investi dans le domaine du rail, dans le transport, avec un siège social qui est en Allemagne.*»

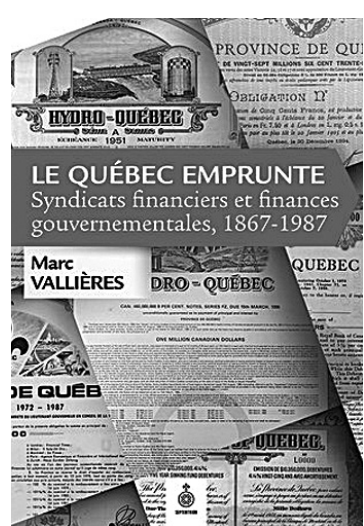
Ailleurs dans la communauté d'affaires, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a retenu que l'intervention de la Caisse envoi-

un message clair sur l'importance de Bombardier pour l'économie du Québec. «*Cette annonce vient mettre fin à plusieurs semaines de spéculations qui envoyaient une partie du groupe Bombardier entre les mains d'entreprises étrangères à la suite de l'appel public à l'épargne et de la mise aux enchères internationales du printemps dernier*», a déclaré le président et chef de la direction, Michel Leblanc.

«*La Caisse vient aussi soutenir Bombardier dans le redressement de ses activités et de ses finances en imposant des incitatifs à la performance. Le montage financier proposé garantit un rendement minimum et met l'accent sur la bonne santé de l'entreprise. Cela constitue une bonne nouvelle pour les épargnants québécois*», a-t-il ajouté.

Pour la Fédération des chambres de commerce du Québec, la transaction viendra accroître la valeur de Bombardier Transport, et affermir la situation financière de Bombardier sans accroître sa dette.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir



Le Québec emprunte

L'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) a lancé jeudi l'ouvrage *Le Québec emprunte*, en collaboration avec les Édi-

tions du Septentrion. L'auteur et historien Marc Vallières y étudie les opérations de financement, à court et à long terme, réalisées de 1874 à 1987 par le ministère des Finances du Québec et Hydro-Québec. L'ouvrage s'inscrit dans le cadre d'une recherche sur l'histoire du courtage financier au Québec entreprise en mars 2012 par l'IREC. *Le Québec emprunte. Syndicats financiers et finances gouvernementales, 1867-1987* fait la lumière sur les conditions d'emprunt et les négociations avec les institutions financières lors de l'émission des emprunts.

«*L'ouvrage examine aussi la question du pouvoir des marchés financiers et les moyens mis en œuvre par le gouvernement du Québec pour composer avec les contraintes que lui imposent ces marchés*», peut-on lire dans le communiqué.

Le Devoir

Hydro-Québec attribue un contrat à Général Câble

Hydro-Québec a annoncé jeudi avoir attribué un contrat d'une valeur de 108 millions à l'entreprise québécoise Général Câble pour ses approvisionnements en câbles. Général Câble, qui a des usines à Saint-Jérôme et Shawinigan, sera le fournisseur principal en câbles pour la société d'État pour les trois prochaines années. Deux autres entreprises, l'ontarienne Prysmian et l'américaine Southwire, ont également obtenu un contrat d'approvisionnement, la première pour 17 millions et la seconde pour 56 millions.

La Presse canadienne

ÉTÉ 2016

Air Canada augmente sa capacité

Air Canada a annoncé jeudi de nouveaux services sans escale entre quatre importantes plaques tournantes en câbles. Général Câble, qui a des usines à Saint-Jérôme et Shawinigan, sera le fournisseur principal en câbles pour la société d'État pour les trois prochaines années. Deux autres entreprises, l'ontarienne Prysmian et l'américaine Southwire, ont également obtenu un contrat d'approvisionnement, la première pour 17 millions et la seconde pour 56 millions.

Il s'agira des nouvelles liaisons transfrontalières Montréal-Denver, Montréal-Houston et Montréal-Philadelphie. «*En ajoutant ces trois liaisons, Air Canada propose des vols sans escale sur 18 villes américaines au départ de*

Montréal, soit plus que toute autre société aérienne», se réjouit le transporteur.

Air Canada (et Air Canada rouge) entend également augmenter sa capacité transatlantique de 27 % l'été prochain, soit «*5000 places supplémentaires par semaine pour 12 villes en Europe et en Afrique du Nord: Paris, Londres, Bruxelles, Genève, Francfort, Lyon, Athènes, Barcelone, Nice, Rome, Venise et Casablanca, ainsi que sur Munich et Zurich par l'entremise de nos partenaires commerciaux*

Star Alliance Lufthansa et Swiss International.»

Sur ses liaisons stratégiques au départ de Montréal, Air Canada envisage une augmentation de capacité de 35 % sur Paris, de 20 % sur Athènes, avec l'ajout d'un vol par semaine, de 67 % sur Barcelone, avec l'ajout de deux vols hebdomadaires, de 33 % sur Nice, avec quatre vols hebdomadaires plutôt que trois, et de 50 % sur Venise, avec trois vols hebdomadaires plutôt que deux.

Le Devoir

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2015-11-18

649 03 08 25 32 14 17 20 45
27 36 38 27 28 32 45

Prochain gros lot (approx.): 10 000 000 \$
1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$
69294633-01

Extra 1184352

Ce soir, 33 MILLIONS \$ (approx.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Sophie DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

ÉDITORIAL

AÉRONAUTIQUE

Bombardier doit réussir!

La décision était attendue, la formule choisie l'était moins. L'entrée de la Caisse de dépôt au capital de la société créée par Bombardier pour chapeauter sa division du transport sera moins risquée et plus rentable que celle du gouvernement du Québec dans l'aventure CSeries. Et c'est bien qu'il en soit ainsi!

Depuis que le gouvernement Couillard a annoncé qu'il injecterait 1,3 milliard en échange de 49% des actions d'une nouvelle entité vouée exclusivement à la CSeries de Bombardier, le mois dernier, l'opposition n'a de cesse de qualifier l'entente de bâclée.

Hier, au contraire, on a eu droit à des éloges en apprenant le contenu d'une autre entente, par laquelle la Caisse de dépôt investit 1,5 milliard dans une nouvelle personne morale, BT Holdco, qui chapeautera l'actuelle division des transports, mais dont la valeur est estimée à 5 milliards comparativement à 2,9 milliards pour le holding Bombardier en entier.

L'opposition a raison: cette dernière entente négociée par la Caisse est plus intéressante financièrement et moins risquée puisque la division du transport est stable et rentable. Cela dit, les deux investissements se complètent bien, dans l'intérêt supérieur du Québec.

En investissant directement dans la CSeries, l'objectif de Québec n'était pas d'obtenir le maximum de rendement, contrairement à la Caisse, mais de mettre toutes les chances du côté de la CSeries.

Quant à la Caisse, on aura compris que, tout en étant rentable pour ses déposants, l'investissement dans BT Holdco, dont le siège social est en Allemagne, servira indirectement à la CSeries en rétablissant les liquidités de Bombardier mises à mal par les dépassements de coûts du secteur aéronautique.

Pas étonnant que les actionnaires de Bombardier inc. aient réagi négativement sur les marchés puisque l'arrivée de la Caisse vient diluer leur participation dans ce qui était la division la plus rentable de la société. En revanche, si la CSeries réussit, ils seront les premiers à en profiter.

On aura remarqué que le fils Beaudoin, Pierre, président du conseil de Bombardier inc., ne figure nulle part dans les organigrammes des deux entités nouvellement créées. Tant mieux! Compte tenu des erreurs commises au cours des dernières années, on se demande même ce qu'on attend pour le remplacer à la tête du holding dont la famille continue de tirer les ficelles grâce à ses actions à droit de vote multiple.

Par ailleurs, on attend toujours la réponse du nouveau gouvernement fédéral à la demande d'aide de la compagnie. Le ministre des Transports, Marc Garneau, a pris beaucoup moins de temps à interdire l'agrandissement des pistes de l'aéroport Billy Bishop de Toronto, une décision qui annule des ventes de plus de 2 milliards de la CSeries au transporteur Porter alors que les études commandées par Toronto ne sont même pas terminées. Une annonce que M. Garneau s'est même fièrement permis de faire via Twitter sans réfléchir deux secondes aux conséquences pour le Québec.

Après avoir injecté 13 milliards dans l'industrie de l'auto, dont 3 milliards en pure perte, et 33 autres milliards dans la construction navale en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse, Ottawa serait mal venu de succomber aux pressions du Canada anglais, qui l'implore de refuser d'investir dans la CSeries, un projet majeur pour le Québec et le Canada.

GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE

Le nerf de la guerre

Si l'argent est le nerf de la guerre, alors le groupe armé État islamique (EI) n'a pas fini de faire du bruit et des morts. Le front mieux uni militairement qu'appelle de tous ses vœux le président français, François Hollande, contre le groupe EI dans la foulée des attentats de Paris passe aussi par une plus grande cohésion au sein de la coalition internationale dans la lutte contre le financement de l'organisation.

Deux jours avant que Mossoul, dans le nord de l'Irak, ne tombe comme un fruit mûr aux mains de l'organisation EI au début du mois de juin 2014, des officiers irakiens faisaient une découverte stupéfiante en fouillant la maison d'un appartichik de l'organisation: 160 clés USB contenant une somme formidable d'informations sur l'organigramme du groupe EI, la façon dont il se finance et le montant de ses actifs, évalués alors à près de 1 milliard \$US. La prise de Mossoul, dont les djihadistes feraient dans les jours suivants la capitale irakienne de leur nouveau «califat», est venue grossir massivement ce trésor de guerre, permettant notamment au groupe EI de mettre la main sur un arsenal (d'une valeur de 3 milliards \$US) qu'avaient légué les Américains à la bancale armée irakienne.

Avec le résultat que ses revenus étaient estimés entre 2 et 3 milliards \$US en 2014. L'organisation EI bénéficie toujours de dons de pays du Golfe, mais elle est aujourd'hui largement autofinancée. Environ 40% de ses revenus proviendraient de l'exploitation des puits de pétrole qu'elle contrôle, encore que les frappes aériennes auraient réussi à affaiblir la capacité d'extraction et les capacités de transport. Le reste lui provient principalement du commerce du gaz et de tout un système d'extorsion imposé à la population.

«Si Dieu le veut, nous leverons le drapeau d'Allah sur la Maison-Blanche», avait déclaré le porte-parole du groupe EI, Abou Mosa, peu après la prise de Mossoul et tout juste avant d'être tué dans un raid de l'armée syrienne. Il ne s'agit pas d'avoir peur du groupe EI au point d'envisager que cela puisse arriver. Reste que le «califat» est aujourd'hui parvenu à se doter de certains attributs d'un État, si mafieux soit-il.

Cette guerre économique passe en bonne partie par la Turquie voisine. Sa complaisance est notoire pour ce qui concerne le pétrole «sale» qui transite par son territoire. Mais c'est aussi par le système bancaire turc, entre autres, que les cadres de l'organisation EI feraient maintenant transiter leurs millions afin de les mettre à l'abri dans des paradis fiscaux et sur le marché financier international. La Turquie: alliée récalcitrante aux intérêts stratégiques anti-kurdes. En elle, l'efficacité de la coalition se heurte à un mur difficile à surmonter.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
Adjoints PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENEY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Le Québec ne doit pas faillir à sa tradition humanitaire

Ce ne sont pas seulement Trudeau ou Couillard et les parlementaires ou les élu(e)s de tous les niveaux institutionnels qui sont responsables de l'accueil des réfugiés syriens, mais nous tous, chacun à sa place et chacun selon ses moyens. Nous devons aider ces nouveaux déracinés, ces êtres humains, qui ont perdu leur pays, à rejoindre une place aussi pacifique que le Québec.

Il ne s'agit pas de nouveaux immigrants, mais bel et bien de réfugiés, comme l'ont été ceux et celles que l'on a surnommés les *boat people*, ou celles et ceux qui sont arrivés de Colombie, de Bosnie, du Myanmar, du Rwanda et d'ailleurs.

N'oublions pas qu'ils ont fui les criminels islamistes qui voulaient les décimer, qui ont assassiné un grand nombre de leurs proches et qui les ont poussés à perdre leur pays. N'oublions pas que des milliers parmi eux sont des enfants, des femmes, des familles pacifiques et qui ont besoin de se reconstruire. N'oublions pas que leur précarité et leur vulnérabilité peuvent être transformées en force d'intégration et de participation sociale et culturelle.

Le Québec l'a prouvé par un passé encore récent, avec les Chiliens, les Bantous, les Rohingyas et bien d'autres, en faisant la démonstration de son sens du partage et du soutien à ceux qui tendent la main pour demander de l'aide.

Comme dans tout groupe, même à l'apparence homogène, il y a des exceptions. N'en faisons pas la règle et allons au-de-

vant non pas et seulement du pire, mais surtout du meilleur.

Ferid Chikhi

Membre de l'Association québécoise des Nord-Africains pour la laïcité
Le 18 novembre 2015

«Take a kayak»

On se souviendra de la charge émotive de notre Céline nationale qui trouvait que les autorités américaines prenaient visiblement trop de temps à intervenir à la suite de la catastrophe de l'ouragan Katrina, qui frappa la Louisiane en 2005. Elle avait en grande partie raison, car c'était immédiatement que ces sinistrés avaient besoin d'aide, pas la semaine d'après! Après tout ce qu'on vécu les familles de migrants syriens, je nous trouve tout d'un coup bien «rationnels». C'est pourtant dès maintenant que ces déshérités de la terre ont besoin d'aide. Pas dans trois mois! Ne sait-on pas que la peur est très mauvaise conseillère? Un peu de courage et de dignité humaine, svp.

Jacques Tremblay

Sainte-Luce, le 18 novembre 2015

Des propos horribles

On avait naguère l'idée que les réfugiés étaient des gens pourchassés qui arrivaient chez nous ou dans nos ambassades au péril de leur vie et que l'on accueillait une fois établi qu'ils étaient des réfugiés *bona fide*, dont la sécurité était véritablement menacée.

Aujourd'hui, avec la situation en Syrie, cette représentation ne tient pas: des centaines de milliers d'exilés syriens attendent dans des camps du HCR en Jordanie

et au Liban, sans compter les flots de migrants qui, avec l'énergie du désespoir, tentent de rejoindre l'Europe et sans parler non plus des déplacés qui aimeraient peut-être bien mieux s'exiler. Le Canada a fait connaître son intention d'accueillir 25 000 personnes, une goutte d'eau dans un océan de catastrophe. Pour ces élus, ce passage vers le Canada sera un gain à la loterie de la vie, cette odieuse, mais incontournable, loterie à laquelle tous les humains sont soumis.

Mais comme si l'horreur n'était pas encore suffisante, les propos de M. François Audet de l'Observatoire canadien sur les crises et l'aide humanitaire au *Téléjournal* de Radio-Canada du 17 novembre en rajoutaient une couche. M. Audet, se voulant rassurant pour nos compatriotes inquiets, disait en substance ceci: «Soyez sans crainte, avec ce bassin incroyable de demandeurs d'asile, nos agents d'immigration ne manqueront pas de choisir; ils sélectionneront les meilleurs éléments, les plus instruits, les plus entreprenants, les plus en santé...» Ainsi, non seulement notre contribution homéopathique au salut des réfugiés sera-t-elle une loterie, mais encore une loterie biaisée en faveur de ceux qui nous seront les plus utiles et les moins dérangeants. Du *cherry-picking*, comme à la petite école quand on montait des équipes, en commençant par les meilleurs et en descendant vers les plus poches en dernier, d'ailleurs souvent laissés sur la ligne de côté.

Comme l'aide internationale liée à l'achat de biens et services canadiens, la générosité pratiquée de cette manière a quelque chose d'un peu horrifiant.

François Thérien

Montréal, le 18 novembre 2015

L I B R E O P I N I O N

Climat: le ministre James Carr s'égare

ANDRÉ LAFRANCE

Montréal

J invite le ministre des Ressources naturelles du Canada, James Carr, à consulter les scientifiques et à refaire sa comptabilité pour protéger le climat. Il affirme, lors d'une entrevue accordée à La Presse canadienne, le 13 novembre dernier, que «le Canada pourrait réussir à atteindre ses cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre même si l'industrie des énergies fossiles connaît une croissance».

Il est contradictoire que le ministre affirme une telle chose alors que le Conférence Board vient de publier une étude qui précise «qu'éliminer tous les moteurs à essence destinés au transport de personnes au Canada resterait malgré tout insuffisant pour atteindre la cible des réductions des gaz à effet de serre (GES)».

Le Conférence Board reprend à son compte, dans son étude, les prémisses de la communauté scientifique internationale qui soutiennent que l'augmentation

de la température ne doit pas dépasser deux degrés Celsius. Le tout afin d'éviter que le climat de la planète soit invivable. Pour ce faire, il est clairement mis en exergue, dans leur document, que chacun des pays industrialisés doit réduire de 80% ses émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990.

Dans *Le Devoir* du 13 novembre, Éric Desrosiers, chroniqueur économique, nous présente l'étude, dont voici un extrait: «Même en supposant une plus grande conversion aux véhicules verts, une augmentation du covoiturage, une diminution des distances parcourues et une hausse des transports en commun, le Conférence Board estime qu'on parviendrait tout au mieux à atteindre une réduction de GES de 22% à 27% par rapport à 1990.»

Les chiffres de l'organisme canadien sont sans équivoque: si on fait le calcul, il manque environ 50% de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour atteindre notre cible. Or, le pétrole et le gaz sont le secteur économique au Canada

émettant le plus de gaz à effet de serre. Permettre à ce secteur de croître est inconcevable. «Comme l'indiquent les tendances dans les différents secteurs du GIEC, l'augmentation des émissions de GES entre 1990 et 2013 est attribuable à la croissance des secteurs du pétrole et du gaz et des transports. La production accrue de pétrole brut et le développement de l'industrie des sables bitumineux ont fait augmenter de 72 Mt les émissions du secteur du pétrole et du gaz.»

Le ministre Carr doit l'admettre: si son gouvernement donne son appui à l'expansion des sables bitumineux, le Canada sera tôt ou tard à nouveau pointé du doigt. Il doit reconnaître, comme le soutiennent les scientifiques canadiens, que le pétrole provenant des sables bitumineux doit impérativement faire l'objet d'une réduction considérable de son exploitation, afin d'atteindre nos cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre au Canada. Le temps presse pour limiter les dégâts liés aux dérèglements climatiques.

IDÉES

ATTENTATS DE PARIS

Pas en mon nom

« Le patriotisme réduit la solidarité à l'amour des siens et à la haine de l'autre »

MARCOS ANCELOVICI

Professeur de sociologie
UQAM

Dans les jours qui ont suivi le massacre du vendredi 13 novembre à Paris, les couleurs du drapeau français ont orné la tour Eiffel et la façade des immeubles publics à travers le monde. De l'Opéra de Sidney au Christ de Rio, en passant la tour du CN à Toronto et la pointe du One World Trade Center de New York. De même, Facebook nous proposa de filtrer notre photo de profil à l'aide du drapeau tricolore. Beaucoup, au Liban, auraient voulu pouvoir en faire autant avec l'image d'un cèdre.

Mais que serait notre drapeau sans cet hymne qui résonne désormais aux quatre coins du monde, porté par des foules à la fois tristes et solidaires: « Aux armes citoyens! / Formez vos bataillons / Marchons, marchons / Qu'un sang impur / Abreuve nos sillons ». Même l'Orchestre symphonique de New York s'y est mis! *La Marseillaise*, hymne national à la portée universelle!

Cette expression de solidarité francophile fait évidemment chaud au cœur. Ayant en partie grandi dans une cité de la banlieue parisienne, dans le 93, et ayant souvent traîné dans les 10^e et 11^e arrondissements de Paris, principaux lieux du carnage, j'ai été bouleversé par les attentats. « Paris, Paris outragé! Paris brisé! Paris martyrisé! », pour reprendre les paroles d'un certain général un 25 août de 1944.

Comme des milliers de personnes, j'ai passé une partie de la soirée du 13 novembre à essayer de joindre des amis qui auraient pu avoir le malheur d'être au mauvais endroit au mauvais moment. J'ai pleuré, beaucoup, en voyant ces rues que j'aime tant souillées de sang, en lisant les témoignages et, peu à peu, les noms des victimes. J'ai été particulièrement ému par le courage et la solidarité dont certains ont fait preuve, démontrant une nouvelle fois à quel point nous sommes capables du pire comme du meilleur.

De la solidarité au patriotisme

Et puis le drapeau tricolore et *La Marseillaise* sont arrivés. Je disais que cette vague de solidarité faisait chaud au cœur, mais elle donne aussi froid dans le dos. Car elle s'accompagne du bruit des bottes et des coups de canon. Ce déploiement patriotique, aussi bien intentionné puisse-t-il être, est une injonction à se conformer, à obéir. Nous sommes sommés de choisir notre camp, les interstices se resserrent, il n'y a plus de place pour la dissidence. Tout au plus, les divergences seront de l'ordre de la surenchère sécuritaire. Préférer-nous un état d'urgence socialiste, ou

Nous sommes sommés de choisir notre camp,

les interstices se resserrent, il n'y a plus de place pour la dissidence

un état d'urgence nationaliste? Un bombardement de gauche, ou un bombardement de droite? Que la déchéance de la nationalité française puisse être faite sous la présidence de François Hollande ou attendre que ce soit sous celle de Marine Le Pen? Car trêve d'angélisme! « C'est la guerre! Il faut choisir son camp! » nous dit-on. « Avec nous, ou contre nous! »

Je refuse ce rétrécissement de la pensée, de la parole et de la démocratie! Tout comme Facebook réduit l'empathie à un vulgaire filtre tricolore, le patriotisme réduit la solidarité à l'amour des siens et à la haine de l'autre. On



ILLUSTRATION TIFFET

nous dit souvent que le patriotisme n'est que la protection de notre territoire, de nos institutions, des nôtres, et qu'il ne serait pas aussi belliqueux que le nationalisme, qui, lui, proclame la nation supérieure et appelle à l'agression. Mais dans les deux cas, la patrie ou la nation exige de nous une allégeance exclusive, une loyauté sans faille, un dévouement complet, sans quoi nous serons soupçonnés de cultiver d'autres loyautés, voire plusieurs, et ultimement accusés de trahison. Le nationalisme comme le patriotisme n'ont pas de place pour de multiples allégeances et loyautés.

En tant qu'immigré récidiviste, en tant que métèque, en tant que Français, je rejette toute injonction au deuil patriotique. Certaines figures publiques n'ont de cesse d'exiger des musulmans qu'ils condamnent les attentats et se dissocient du groupe armé État islamique. Je me dissocie, pour ma part, de mon gouvernement et condamne sa politique liberticide et meurtrière.

Les États-Unis et leurs alliés bombardent la Syrie depuis plus d'un an et il est évident qu'il faudra beaucoup plus de temps pour un règlement du conflit, quel qu'il soit. Et une fois que les combats auront cessé et que la Syrie ne sera plus qu'un vaste cimetière, que se passera-t-il? Les puissances occidentales se lanceront-elles alors dans de fabuleux plans d'ingénierie institutionnelle visant à mettre en place un nouveau

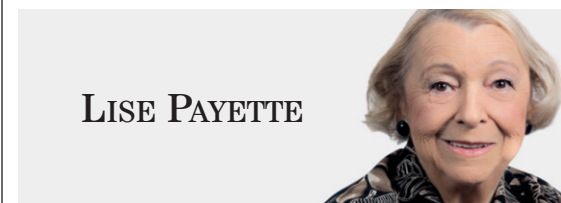
régime, comme en Irak avec le succès qu'on sait? Ou opteront-elles pour un scénario libyen, en abandonnant tout simplement la population à un destin plus qu'incertain?

Et entre-temps, en France, combien de manifestations auront été interdites, combien de maisons auront été perquisitionnées, combien de personnes auront été placées en garde à vue et internées dans des camps? D'aucuns diront que nous n'avons pas le choix, que c'est la guerre et que la guerre n'est jamais belle. C'est ce que disait George W. Bush le lendemain du 11 septembre 2001, c'est ce qu'a dit Barack Obama lorsqu'il a été contraint de reconnaître que son gouvernement avait eu recours à la torture. Est-ce que le gouvernement français va torturer pour venger les victimes de Paris? Pour assurer notre sécurité et celle de la patrie? Il est vrai que la guerre d'Algérie, entre autres, lui a permis d'acquiescer une expertise reconnue en la matière.

Je ne sais ni jusqu'où ira le gouvernement français, ni combien de temps cela durera. Mais c'est bien mal parti. Je refuse de prendre les armes et de former des bataillons. Je refuse de marcher pour la patrie et, surtout, je refuse qu'un sang impur abreuve nos sillons. Et je refuse que cela se fasse en mon nom. Je préfère fredonner les paroles de Renaud, même si elles datent un peu: « J'peux pas encaisser les drapeaux / Quoi que le noir soit le plus beau / La Marseillaise, même en reggae / Ça m'a toujours fait dégueuler / Les marches militaires, ça m'déglingue / Et vot' République, moi j'la tringle ».

Cette douce France...

LISE PAYETTE



On ne peut pas avoir visité Paris, arpenté ses rues et ses ruelles, vécu à la française pendant quelques jours ou quelques années et ne pas avoir le cœur gros depuis ce vendredi 13 novembre qui sera dans nos mémoires pour toujours. Nous reconnaissons tous que l'apport culturel de la France dans le monde est un cadeau exceptionnel pour lequel nous lui devons reconnaissance. Même les Anglo le reconnaîtraient sans hésiter.

Il est incontestable qu'ils ont aidé à civiliser le monde. Leur manière de vivre a été enviable partout sur la planète. Ils ont parfois tendance à adopter des attitudes supérieures par rapport au reste du monde comme s'ils étaient tous nés de la cuisse de Louis XIV, mais quand on les connaît bien, on finit par admettre que leur héritage est sûrement lourd à porter et qu'il est normal qu'ils essaient d'en tirer le meilleur parti possible.

Ils ont un profond besoin de faire aimer la France, un besoin qu'ils expriment de toutes les façons possibles et sur tous les tons. Ils ont fait de la joie de vivre une nécessité non discutable et ils ont toujours surmonté toutes les douleurs que la guerre et d'autres combats leur ont laissées.

Ils ont bien quelques défauts, mais est-ce le moment de leur rappeler leurs mauvaises décisions dans certains dossiers, leur attitude revendicatrice, ou carrément leur mauvaise compréhension de certaines situations douloureuses qu'ils n'ont pas su gérer avec générosité? Ce serait injuste dans un moment où le sol bouge sous leurs pieds et qu'ils ont besoin de tout notre appui pour traverser l'épreuve.

Surtout que nous serions bien mal placés, nous les Québécois, pour critiquer la France, avec notre lot d'hésitations, de remises en question et de peurs chroniques qui nous empêchent de devenir un pays avec l'entière responsabilité de nos décisions et de nos erreurs.

Tant que nous accepterons d'être soumis à une autorité hors de notre propre culture, nous serons tenus au silence et à l'obéissance. Faits pour un petit pain, comme on dit de nous.

La France, avec sa longue histoire qui traverse bien des siècles, a connu de meilleurs moments que ce qu'elle vit maintenant. Nous lui devons tellement qu'il ne faut pas hésiter à dire que nous avons envers elle un devoir de mémoire. Que serions-nous, nous les Québécois, si du sang français n'avait pas coulé dans nos veines? Aurions-nous survécu?

Serions-nous encore cette nation, toujours remise en question, mais qui nous garde en vie et combatifs face à l'avenir qu'on nous propose de la part d'Ottawa? Sans l'esprit français, la langue française, n'aurions-nous pas été happés et assimilés totalement par le ROC?

C'est sans doute pour toutes ces raisons que le sort de la France nous touche si profondément. Nous y avons des amis, des connaissances et certains d'entre nous vont y fouiller les archives pour retrouver leurs ancêtres. Nous sommes tous un peu Français. Le nier serait ridicule.

Nos racines parlent plus fort que tout le reste. En ce moment, en France, nos frères, nos sœurs, nos cousins et cousines sont en souffrance. Inquiets par rapport à ce que l'avenir leur réserve, ils sont magnifiques dans leur décision de continuer à vivre normalement et de ne rien changer dans leurs habitudes. Ils ont peur? Bien sûr. Qui n'aurait pas peur? Et pourtant, ils se tiennent debout, courageusement, en jurant que les fous qui ont semé la mort autour d'eux ne mettraient jamais la France à genoux.

Juste pour ce courage, il faudrait les saluer bien bas. Paris est aux soins intensifs. Les tueurs, de leur côté, seraient entraînés à se fondre dans la foule. Ils ont une imagination fertile pour mener leurs mauvais plans à terme, et comme on leur promet des vierges qui les attendent après leur mort, ils n'hésitent pas à lever l'ancre.

Les policiers français sont sous pression, mais ils ont l'air de s'acquitter sérieusement de la tâche qui leur incombe. Pour le peuple français, il faudra du temps pour tourner la page. L'image de toutes ces jeunes femmes couchées au sol, de tous ces jeunes hommes criblés de balles, de ceux et celles qui luttent pour leur vie dans les hôpitaux parisiens, plus les images de ce vendredi soir de détente transformé en lieu de guerre ne vont pas disparaître de notre mémoire rapidement.

Il est plus que temps de garder la tête froide et le cœur solide. Les enragés qui ont commis ces crimes doivent commencer à avoir peur. C'est triste. Mais c'est leur tour maintenant. Par contre, il ne faut pas punir des innocents. Il est essentiel de ne pas commettre cette erreur. Autrement, nous serions aussi dangereux que les coupables que nous cherchons à mettre K.-O.

FRAIS ACCESSOIRES

La loi 20 normalise l'illégalité

MATHIEU FRANÇEUR
OLIVIER MARTINMouvement des personnes handicapées
pour l'accès aux services (PHAS)

JEAN-CLAUDE LAPORTE

Regroupement des aidants naturels
du Québec (RANQ)

Tout récemment, une autre tuile nous est tombée sur la tête, une mesure législative incluse à la toute fin de l'étude d'un projet de loi qu'on peut maintenant qualifier de « minimamouth », le projet de loi 20, adopté durant la semaine du 9 novembre. Cette législation est la normalisation d'une pratique qui était jugée illégale, la facturation de frais accessoires en clinique médicale.

Le Réseau de la santé et des services sociaux est sous forte pression depuis des années, mais de façon particulièrement généralisée et accélérée depuis l'arrivée du ministre actuel de la Santé et des Services sociaux. Nous avons droit, depuis plus d'un an, à une nouvelle vague de compressions, de rationalisations, de réorganisations et de privatisations sans précédent. Dans

« [La loi] constitue un frein à la pleine garantie du droit à la santé »

ce contexte difficile pour les usagers et usagères des services et leur entourage, les problèmes d'accès et les obstacles financiers se multiplient.

Pour des personnes qui ont besoin régulièrement de services, voire quotidiennement, cette normalisation de frais abusifs est une très mauvaise nouvelle et constitue un frein à la pleine garantie du droit à la santé.

En premier lieu, pour les personnes en situation de handicap, dont l'état est permanent et qui sont souvent dans une situation économique plus difficile. Toute barrière financière réduit leur accès aux soins de santé et aux services sociaux, donc à leurs droits fondamentaux et à leur pleine participation sociale. Par exemple, elles ont besoin de tests et d'exams sur une base fréquente, services qui sont de plus en plus difficiles d'accès dans le Réseau et que les cabinets

de médecin offrent contre rémunération.

Pour les personnes en situation de handicap tout comme pour les proches aidants, faire remplir différents formulaires et certificats par un médecin est considéré comme un frais accessoire. Prenons l'exemple du proche aidant qui doit se procurer un formulaire auprès d'un médecin afin de justifier son absence au travail: cette situation occasionnera des frais supplémentaires pour un geste de soutien non rémunéré.

Aussi, la réduction des services de soutien à domicile (on pense à l'aide à la préparation aux repas, au répit pour les proches aidants, etc.) pousse les personnes en situation de handicap et les proches aidants vers des ressources privées pour combler leurs besoins.

Le projet de loi 20 officialise la pratique des frais accessoires, en contournant directement avec la Loi canadienne sur la santé. Une autre étape vers la normalisation d'un système à deux vitesses est franchie au moyen de la tarification des services. Les proches aidants et les personnes en situation de handicap ne veulent pas, encore une fois, faire les frais de décisions politiques à courte vue qui les pénalisent et les appauvrissent de plus en plus.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Veronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillier (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherchistes photos); INFORMATION GÉNÉRALE: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfalli et Karl Retino-Parazzelli (reporters); INFORMATION POLITIQUE: Marco Fortier (chef de division), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bégin-Cirino et Robert D'utrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); INFORMATION CULTURELLE: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); INFORMATION ÉCONOMIQUE: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); INFORMATION INTERNATIONALE: Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); SECTION ART DE VIVRE: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); ÉQUIPE INTERNET: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillon, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants); CORRECTION: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; SOUTIEN À LA RÉDACTION: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopya (commis); DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ: Mélanie Simard (adjointe par intérim), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire); PRODUCTION: Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock; ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

BOMBARDIER

SUITE DE LA PAGE 1

presque parfaitement aligné avec les attentes et les besoins de nos déposants, qui forment toujours notre motivation fondamentale.»

Pas songé à la CSeries

M. Sabia a dit que le gestionnaire n'a jamais envisagé d'investir dans la CSeries, qui a récoté 243 commandes fermes depuis le début du programme, mais aucune depuis un an. «Je peux vous dire de façon catégorique que la Caisse n'a, à aucun moment, envisagé de participer à l'investissement fait par Québec. Ça ne faisait pas partie de notre plan de match, a-t-il affirmé. Notre motivation, c'est que nous aimons la division Transport. Nous croyons que c'est une business pleine de potentiel.»

Le carnet de commandes de Bombardier Transport est de 30 milliards, selon les plus récentes données de l'entreprise.

Tout compte fait, l'encaisse de Bombardier semble «raisonnable» sur un horizon de 12 mois, a estimé la firme de notation DBRS dans une note aux clients. Cela dit, a-t-elle ajouté, les défis demeurent, notamment l'ajout de nouvelles commandes fermes pour la CSeries et un climat déprimé dans le marché des avions d'affaires.

La Caisse, a précisé M. Sabia, fonde ses espoirs sur l'urbanisation dans les marchés émergents et sur l'importance du transport en commun dans un monde qui tente de réduire ses émissions de GES, «et Bombardier Transport est bien placée» pour en tirer profit. «Lorsqu'Alain Bellemare [président de la société mère] nous a approchés il y a plusieurs mois, nous avons voulu nous impliquer.»

Chiffree au départ en dollars américains (1,5 milliard), la transaction entre Bombardier et la Caisse donne pour l'ensemble des activités de transport une valeur de 5 milliards. Du coup, Bombardier n'a plus l'intention de procéder avec ces des avenues qu'elle envisageait depuis cet été, c'est-à-dire l'inscription en Bourse d'une participation minoritaire dans la division Transport, principalement active en Europe.

Des «besoins différents»

À la fin du mois d'octobre, le gouvernement du Québec a décidé d'investir 1,3 milliard pour obtenir 49,5% du projet CSeries, engourdi par des délais et des dépassements de coûts qui ont ébranlé la confiance des investisseurs à l'endroit de la compagnie. Les dernières estimations prévoient des dépenses globales de 5,3 milliards de dollars américains.

M. Bellemare a dit que l'aide de Québec représente un «investissement différent, un outil différent pour des besoins différents». Il veut poursuivre son dialogue afin d'obtenir l'appui du gouvernement fédéral.

La prise de participation de la Caisse dans la nouvelle entité, appelée BT Holdco, prévoit la création d'un nouveau conseil d'administration de sept personnes. Trois proviendront de la Caisse.

Après avoir injecté 1,5 milliard, la Caisse obtiendra des actions convertibles avec droit de vote. Une fois l'an, la rentabilité de BT Holdco sera chiffrée. Si jamais BT Holdco dépasse les objectifs, la participation de la Caisse diminuera de 2,5% par année, sans aller sous un plancher de 25%. Son rendement sera réduit jusqu'à un seuil minimum de 7,5%.

Si toutefois l'entreprise ne livre pas les résultats attendus, la participation de la Caisse et le rendement augmenteront à des plafonds respectifs de 42,5% et 12%.

L'entente prévoit aussi d'autres scénarios. Après trois ans, Bombardier peut racheter la participation, mais elle doit verser le plus élevé de deux choses: la valeur marchande de l'investissement, ou le capital de départ plus un rendement composé minimal de 15% par année.

La Caisse a aussi reçu des bons de souscription qui lui permettront, sur une période de sept ans, d'acquérir 106 millions d'actions à 2,12\$ par action. Cela représente environ 4,7% des actions de classe A (à droit de vote multiple) et B.

Bombardier s'est aussi engagée à mettre en œuvre un comité spécial de trois administrateurs indépendants si jamais les liquidités de la société mère passaient sous un seuil fixé à 1,25 milliard. Le comité ferait alors des recommandations, et Bombardier affirme que le «porteur majoritaire» (donc la famille Bombardier-Beaudoin) appuierait le plan.

L'action de Bombardier se trouve à 1,28\$, en baisse de 68% sur un an.

Le Devoir

Pornographie juvénile: un dirigeant de la Caisse arrêté

Un haut dirigeant de la Caisse de dépôt et placement (CDP) du Québec, Robert Côté, a comparu jeudi au palais de justice de Montréal, où il a été accusé de possession, distribution et accès à de la pornographie juvénile. Les faits reprochés au vice-président aux affaires légales de la CDP auraient eu lieu entre 1997 et 2015. «Ce sont des allégations très graves, que nous prenons très au sérieux. Nous avons avisé l'avocat de M. Côté qu'il a été suspendu avec solde en attendant les résultats de notre enquête», a réagi son employeur, par l'entremise de son porte-parole Jean-Benoît Houde. «Il sera libéré avec conditions», a aussi fait savoir son avocat, Steve Hanafi. «Dès le début, il a collaboré à l'enquête et c'est son intention de continuer de le faire.»

Le Devoir

ABAAOUD

SUITE DE LA PAGE 1

la Justice à Bruxelles, il a appelé l'Europe «à se reprendre», d'autant qu'Abaaoud faisait l'objet d'un mandat d'arrêt européen et international.

Le djihadiste de 28 ans, condamné, recherché et omniprésent dans des vidéos de propagande du groupe EI tournées en Syrie, s'était déjà vanté dans le magazine du groupe EI, *Dabiq*, de s'être rendu en Belgique à l'hiver 2015 afin d'y monter une opération terroriste. Celle-ci a finalement avorté après un raid de la police belge, mais le jeune Abaaoud est rentré en Syrie sans être repéré.

Le premier ministre Manuel Valls a de son côté estimé que certains des djihadistes avaient pu «profiter de la crise migratoire» pour se glisser en France. Il a mis en garde contre une possible «remise en cause» du système Schengen «si l'Europe n'assume pas ses responsabilités» aux frontières.

Des tentatives ratées

Le gouvernement français a confirmé que le jeune homme n'en était pas à sa première tentative d'attaque. Abaaoud était impliqué dans quatre des six attentats déjoués en France depuis le printemps, notamment dans un projet visant une église de banlieue parisienne, a déclaré M. Cazeneuve.

Mercredi, 110 policiers d'élite avaient lancé un assaut sur un appartement de Saint-Denis, au nord de Paris, à la suite de renseignements, notamment un venu du Maroc, indiquant que le jeune terroriste se trouvait en fait en France. Surnommé Abou Omar al-Baljik («le Belge» en arabe), ce djihadiste de 28 ans est considéré comme l'organisateur des attentats de Paris, revendiqués par le groupe EI. Il se serait trouvé dans l'appartement de Saint-Denis

MÉDECINS

SUITE DE LA PAGE 1

constaté *Le Devoir*. «La direction de santé publique du Bas-Saint-Laurent offre maintenant un peu moins de formation et de soutien aux médecins du territoire, entre autres, de même qu'à l'ensemble de ses partenaires», répondait la semaine dernière la directrice des communications du CISSS du Bas-Saint-Laurent, Lise Chabot.

À Montréal, le directeur de santé publique, Richard Massé, a coupé ses quatre professionnels en prévention clinique. Et bien que le ministère affirme qu'il s'occupera désormais de ce volet, le Dr Massé a des doutes, car Québec ne sera pas en mesure d'offrir les services de proximité qu'offraient les directions régionales. «C'est une chose de faire la promotion d'un outil provincial, c'en est une autre que de travailler avec les praticiens, de former les gens, de les voir et de pouvoir discuter avec eux. [...] Je considère que c'est un service important pour la population montréalaise. Est-ce que c'est de la duplication? Je ne pense pas que le ministère va avoir quatre personnes sur ce dossier à Québec pour la région de Montréal.»

JOLY

SUITE DE LA PAGE 1

ministre et la nouvelle a eu lieu.

Mélanie Joly se fait avare de détails sur la conversation, mais elle consent à révéler un des conseils prodigués par M^{me} Glover: «S'assurer d'être en lien avec ses propres valeurs et de faire en sorte de bien choisir ses batailles. Ça veut dire que certains dossiers seront peut-être difficiles à mener, mais qu'il ne faut pas avoir peur de les mener en fonction de ses valeurs et des raisons pour lesquelles on est en politique.»

Un 150^e moins militaire?

Les valeurs. Le mot revient dans la bouche de Mélanie Joly lorsqu'elle discute des festivités du 150^e anniversaire du Canada devant avoir lieu en 2017. Les préparatifs ont été amorcés sous le régime conservateur, ce régime qui a détrôné des Pellan pour placarder des portraits de la reine, redonné du «royal» aux forces armées et érigé au rang de vedettes les «hommes et les femmes en uniforme». Le ton des activités prévues est-il trop militaire? Mélanie Joly refuse de dire si un coup de barre s'impose, mais elle répond laconiquement, un sourire énigmatique aux lèvres: «Je ferai en sorte qu'on ait un 150^e anniversaire qui est en lien avec les valeurs progressistes.»

À titre de ministre du Patrimoine, M^{me} Joly aura l'heureuse tâche de distribuer les millions dans le milieu de la culture. Le Parti libéral s'est engagé à réinvestir 150 millions dans CBC/Radio-Canada, à doubler à 360 millions le budget du Conseil des arts du Canada, à redonner 25 millions à l'ONF et à Téléfilm Canada et à injecter 25 millions pour restaurer les pro-

Neuf autres arrestations

Neuf personnes ont été interpellées jeudi à Bruxelles dans le cadre des investigations sur les attentats de Paris, au moment où le premier ministre belge, Charles Michel, rejetait les critiques «dénigrant» les services de sécurité de son pays. Sept personnes ont été appréhendées dans le dossier concernant Bilal Hadfi lors de six descentes à Bruxelles, notamment dans la commune de Molenbeek. «C'est un dossier qui existait déjà, à la suite du départ de Hadfi vers la Syrie», a souligné un porte-parole du parquet, Eric Van Der Sypt. Bilal Hadfi, 20 ans, de nationalité française mais résidant en Belgique, est l'un des kamikazes morts sur l'esplanade du Stade de France. Deux autres personnes ont été interpellées dans le cadre plus général de l'enquête sur les attentats.

avec sa cousine, Hasna Ait Boulahcen. Cette jeune femme de 26 ans, que les autorités s'affairent toujours à identifier, aurait déclenché un gilet d'explosifs à l'arrivée des policiers.

Ailleurs en France et en Belgique, la traque se poursuit afin de retrouver Salah Abdeslam, soupçonné d'avoir participé aux attentats. Un autre djihadiste, non identifié, serait peut-être aussi en cavale.

«Contrairement à ce qu'on pense, il est très facile d'entrer et de sortir de l'Union européenne sans se faire repérer», a commenté le criminologue Christophe Naudin, spécialiste de la fraude documentaire, en entrevue à l'Agence France-Presse. «On peut considérer les contrôles à l'entrée de Schengen comme quasi inexistantes.» Les 26 pays membres de l'espace Schengen n'ont en effet pas de frontières internes, ce qui réduit ou éli-

mines les contrôles frontaliers.

mine les contrôles frontaliers. La première chose que les groupes djihadistes font quand ils reçoivent de nouvelles recrues est de confisquer leurs papiers d'identité, a aussi expliqué M. Naudin. «On ne touche pas à la photo, c'est le nouveau porteur du passeport qui va tout faire pour y ressembler le plus possible. Il va se faire pousser la barbe, la tailler de la même façon. Et, plus de 99 fois sur cent, ça va marcher. C'est imparable, pas besoin de trafiquer le passeport.»

Le groupe EI a aussi tout à fait les moyens d'acheter sur le marché noir des papiers contrefaits de la meilleure qualité qui soit. Plus efficace encore, sa prise de contrôle de provinces entières, en Irak et en Syrie, lui a permis de faire main basse sur des milliers de passeports irakiens et syriens vierges, qu'il suffit de remplir.

«Quand Abaaoud affirme qu'il a fait des allers-retours avec l'Europe, je le crois», a déclaré Christophe Naudin, qui estime que le seul frein au trafic de passeports résiderait dans l'emploi de la biométrie.

Au-delà de l'Europe, la France a proposé au Conseil de sécurité des Nations unies une résolution prévoyant de prendre «toutes les mesures nécessaires» pour contrer l'organisation EI.

Pour la première fois depuis les attentats, le président Hollande a également ordonné lors d'un Conseil de défense d'intensifier les frappes contre le groupe EI en Irak.

Sur le front intérieur, les députés français ont voté presque à l'unanimité en faveur de la prolongation pour trois mois et le renforcement de l'état d'urgence décrété au lendemain des attentats. Dans ce cadre, plus de 600 perquisitions ont eu lieu dans les milieux islamistes depuis samedi et une centaine de personnes ont été assignées à résidence.

Agence France-Presse

Programmes fragilisés

Pour maintenir les services directs à la population malgré des équipes décimées, plusieurs directions de santé publique doivent faire des choix qui fragilisent d'autres programmes. En Outaouais, par exemple, on a dû aller chercher des ressources humaines dans le programme de services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE) pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité. Ces équipes faisaient des interventions pour prévenir les problèmes d'abus et de négligence. Une partie de ces professionnels seront désormais appelés à faire de la vaccination.

«On doit avoir une offre de vaccination dans des délais prescrits, et là, on n'y arrivait pas. Et on voyait que dans ce service-là, on travaillait de façon assez efficace. On a donc regardé comment on pouvait faire en sorte qu'il y ait des

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés

Programmes fragilisés